

Inauguration de la ligne ferroviaire Gara Djebilet

De larges échos internationaux

P4



LUTTE CONTRE
LE TERRORISME
L'ANP maintient
le cap

P2

L'EXPRESS

QUOTIDIEN NATIONAL D'INFORMATION

Jeudi 5 Février 2026 / N° 1264 / PRIX 20 DA

LA DIRECTRICE GÉNÉRALE DU FMI ÉVOQUE L'ÉVOLUTION
DE L'ÉCONOMIE NATIONALE :

« Des progrès tangibles dans l'investissement
et la numérisation »

La directrice générale du Fonds monétaire international (FMI), Kristalina Georgieva, a salué les progrès réalisés par l'Algérie ces dernières années en matière de promotion de l'investissement, de numérisation et de développement des exportations hors hydrocarbures, estimant que l'économie nationale repose désormais sur des bases « déjà solides ». P2



La fin brutale d'un héritier en Libye

SEIF AL-ISLAM KADHAFI ASSASSINÉ CHEZ LUI

P16



Industrie, automobile et innovation

Un nouvel horizon pour
la coopération algéro-italienne

P3

Réunion du Gouvernement

Le rail et les hydrocarbures en bonne place

Le Premier ministre, M. Sifi Ghrieb, a présidé, hier, une réunion du Gouvernement, dont l'ordre du jour, étoffé, reflète, notamment, l'importance du rail pour lequel l'Etat consacre un effort considérable. P2



Projet de loi sur les partis politiques La grande refonte s'accélère

PAR BOUALEM B.

La Commission des affaires juridiques de l'APN vient de boucler un long cycle d'auditions sur le projet de loi organique relatif aux partis politiques. Après avoir reçu une vingtaine de formations politiques, des plus anciennes aux plus récentes, elle passe maintenant à l'examen article par article du texte, en présence des représentants des ministères de l'Intérieur et des Relations avec le Parlement.

Ce projet, présenté comme l'un des piliers du renforcement du pluralisme et de la pratique démocratique, suscite, certes, des réactions contrastées mais globalement constructives de la part des partis auditionnés. Abdelkader Toumi, président de la commission, n'a cessé de rappeler le caractère stratégique de cette loi pour l'avenir de la vie politique nationale. Parmi les propositions les plus concrètes entendues ces derniers jours, celles de l'Alliance nationale républicaine (ANR) ont retenu l'attention. Latrèche Hamza a plaidé pour une meilleure prise en compte des femmes et des jeunes dans la création des partis, en demandant de fixer un quota minimum parmi les membres fondateurs. Il a également suggéré d'alléger certaines contraintes organisationnelles. Il a, dans ce cadre, demandé de ramener de 600 à 400 le nombre de participants au congrès constitutif (tout en conservant la représentation de toutes les wilayas), et de réduire de 25 à 15 le nombre minimum de membres requis pour créer un parti. Ces ajustements visent, selon lui, à rendre le cadre plus accessible sans sacrifier la représentativité nationale. Le Front de l'Algérie nouvelle (FAN), par la voix de Djamel Benabdessalem, a insisté, pour sa part, sur la lutte contre le « nomadisme politique ». Comme sanctions, il propose, en plus de la radiation définitive du fautif du parti, le retrait pur et simple du mandat de l'élu qui change de formation en cours de législature. Une mesure radicale destinée à moraliser les comportements et à stabiliser la représentation élue. Le RCD, représenté par Mohamed Abdouci et Djamel Benyoub, a salué « une démarche positive » et une « réelle volonté » d'associer les acteurs politiques. Le parti a réaffirmé sa disponibilité à contribuer de façon constructive, tout en soulevant des questions essentielles relatives aux conditions de création des partis, à la souveraineté organisationnelle interne, à l'accès aux espaces publics pour l'expression politique, et, surtout, à l'indépendance financière des formations. De son côté, Habib Brahimia, vice-président de Jil Jadid, a mis l'accent sur la nécessité de réduire le pouvoir discrétionnaire de l'administration. Il appelle à l'identification des critères de refus, clairs, précis et inscrits dans la loi, pour éviter les interprétations subjectives qui pèsent encore trop souvent sur la vie partisane. Ces auditions ont permis d'enrichir sensiblement le débat. Le texte, qui compte environ 95-96 articles, ambitionne de moderniser un cadre juridique datant de plus d'une décennie, en intégrant notamment des seuils minimaux de représentation féminine et juvénile dans les instances dirigeantes, en renforçant la transparence financière et en clarifiant les règles des alliances et des dissolutions. Reste, toutefois, à savoir ce que la Commission des affaires juridiques et administratives et des libertés de l'Assemblée populaire nationale retiendra de ces contributions. L'examen en détail qui a débuté lundi passé devrait permettre de mesurer l'ampleur réelle des changements. Pour beaucoup d'observateurs, cette réforme est une occasion rare de redonner du souffle et de la crédibilité à un paysage politique souvent perçu comme essoufflé ces dernières années.

LA DIRECTRICE GÉNÉRALE DU FMI ÉVOQUE L'ÉVOLUTION DE L'ÉCONOMIE NATIONALE : « Des progrès tangibles dans l'investissement et la numérisation »

La directrice générale du Fonds monétaire international (FMI), Kristalina Georgieva, a salué les progrès réalisés par l'Algérie ces dernières années en matière de promotion de l'investissement, de numérisation et de développement des exportations hors hydrocarbures, estimant que l'économie nationale repose désormais sur des bases « déjà solides ».

Dans un entretien accordé à l'APS, Mme Georgieva a mis en avant les réformes engagées pour améliorer le climat des affaires, citant notamment l'adoption des lois sur l'investissement et le foncier, la création de l'Agence algérienne de promotion de l'investissement (AAPI), ainsi que la dématérialisation croissante des services de l'administration publique, qui facilite les procédures pour les opérateurs économiques. Ces avancées, a-t-elle souligné, se sont accompagnées d'une dynamique positive des exportations hors hydrocarbures, lesquelles ont plus que doublé au cours des cinq dernières années. La responsable du FMI s'exprimait à la veille de sa participation à une conférence économique à Alger, organisée conjointement par la Banque d'Algérie et le FMI, sous le thème : « Afrique du Nord : relier les continents, créer des opportunités ». Mme Georgieva a relevé que l'activité économique nationale s'est nettement redressée depuis la pandémie de Covid-19, avec une croissance demeurée résiliente en 2025, soutenue par d'importants investissements publics, tandis que l'inflation a poursuivi sa tendance à la baisse. Elle a également noté la priorité accordée par les autorités algériennes aux investissements dans les infrastructures numériques, les transports et l'énergie. Tout en soulignant les défis auxquels le pays reste confronté, la directrice générale du FMI a insisté sur les nombreuses opportunités qui s'offrent à l'Algérie. L'accélération technologique, a-t-elle expliqué, s'inscrit en cohérence avec les efforts nationaux en faveur de la numérisation, alors que la reconfiguration des chaînes d'approvisionnement mondiales ouvre des perspectives pour attirer davantage



d'investissements et renforcer les échanges. Elle a, par ailleurs, mis en avant le potentiel considérable de l'Algérie dans les énergies renouvelables, notamment le solaire et l'hydrogène vert. Selon Mme Georgieva, l'élargissement de l'accès à Internet, grâce aux politiques et investissements publics, a déjà favorisé l'émergence d'un écosystème de start-up. Elle a ajouté que les investissements en cours dans les ports, les chemins de fer et la logistique sont de nature à réduire les coûts et les délais des échanges, contribuant ainsi à une meilleure intégration de l'Algérie dans les chaînes de valeur régionales et mondiales. Elle a également estimé que la valorisation conjointe des atouts du pays dans les hydrocarbures et les énergies renouvelables pourrait permettre à l'Algérie de s'affirmer comme un pôle énergétique régional, à travers l'interconnexion des

réseaux électriques, la production d'énergies propres et le développement de projets d'hydrogène vert, favorisant ainsi l'industrialisation, le transfert de technologies et la création d'emplois. La conférence d'Alger se tient, a-t-elle conclu, à un moment où la coopération régionale devient plus cruciale que jamais, dans un contexte marqué par la montée des risques géopolitiques et la recomposition des échanges mondiaux. Une intégration régionale plus poussée constitue, selon elle, un levier essentiel pour renforcer la résilience des économies et soutenir une croissance durable et diversifiée. Évoquant sa première visite en Algérie à l'occasion de cette rencontre internationale, Mme Georgieva a enfin souligné qu'elle représente une opportunité importante pour consolider le partenariat entre le FMI et les autorités algériennes. ■

RÉUNION DU GOUVERNEMENT Le rail et les hydrocarbures en bonne place

Le Premier ministre, M. Sifi Ghrieb, a présidé, hier, une réunion du Gouvernement, dont l'ordre du jour, étayé, reflète, notamment, l'importance du rail pour lequel l'Etat consacre un effort considérable. Précisément, il s'agit cette fois du financement du projet de création de la ligne ferroviaire Laghouat-Ghardaïa-El Menia, entrant dans le cadre du grand projet Alger-Tamanrasset.

Un cap qui succède à la ligne, inaugurée en grande pompe : Gara Djebilet -Béchar.

A ce niveau, il a été question du financement, par la Banque africaine de développement, de ce projet d'intérêt national, qui s'inscrit dans le cadre de la mise en œuvre du plan de modernisation par l'interconnexion et la création du réseau ferroviaire en adéquation avec les mégaprojets à haut rendement économique.

Sur la table, également, le plan de développement des hydrocarbures 2026-2030, et qui

constitue un cadre stratégique majeur pour l'évolution du secteur des hydrocarbures et le soutien durable de l'économie nationale, en ce qu'il traduit les orientations des plus hautes autorités du pays, notamment en matière de développement des filiales de raffinerie, de pétrochimie, de fertilisants et de dessalement de l'eau de mer, ainsi que les actions engagées pour améliorer la valorisation des hydrocarbures, renforcer la sécurité énergétique nationale et consolider les capacités industrielles du pays.

Par ailleurs, et dans le cadre du suivi de la situation de l'approvisionnement en eau potable des localités connaissant un stress hydrique, notamment dans le sud du pays, le Gouvernement a entendu une communication sur le lancement des projets de réalisation des stations de déminéralisation à Tamanrasset et Tindouf, décidés par le Président de la République.

Sifi Ghrieb s'est ensuite enquis de l'état d'avancement de l'opération d'importation et de distribution des bus pour le transport public, en conformité avec la mise en œuvre du programme du Président Tebboune, relatif à l'importation de 10 000 nouveaux bus destinés au renouvellement du parc national de transport de voyageurs.

Enfin, et le fait mérite une halte, le Gouvernement a entendu une présentation sur le nouvel aliment destiné aux ovins, appelé «Sheep Date», un produit innovant issu de la valorisation optimale des rebuts de dattes.

Il s'agit d'un produit breveté, développé par le Centre de recherche scientifique et technique sur les régions arides de Biskra, s'inscrivant dans une démarche de valorisation de la recherche scientifique appliquée au secteur agricole.

Un aliment conçu pour l'engraissement des ovins, qui devrait, ainsi, contribuer à offrir des alternatives aux importations de maïs fourrager.

N. B.

L'EXPRESS

Quotidien national
d'information édité par la

SARL ADRA COM

Adresse : Maison de la

presse Abdelkader Saïf,

02 Rue Farid Zouliouache,

Kouba, Alger

Redaction@lexpressquotidien.dz

www.lexpressquotidien.dz

TEL/fax: 023.70.99.92

Service-pub@lexpressquotidien.dz



GÉRANT :
NOURDINE BRAHMI

DIRECTEUR HONORAIRE:

ZAHIR MEHDAOUI

DIRECTEUR DE LA PUBLICATION

RABAH YOUSSEF RABAH

Rabah.youssef.rabah@anep.com.dz

www.anep.com.dz

Tel : 020.05.20.91 / 020.05.10.42

Fax : 020.05.11.48 / 020.05.13.45 / 020.05.13.77

Email : agence.regie@anep.com.dz

Programmation.regie@anep.com.dz

agence.oran@anep.com.dz

agence.annaba@anep.com.dz

agence.ouargla@anep.com.dz

agence.constantine@anep.com.dz

POUR VOTRE PUBLICITÉ S'ADRESSER À:
L'Entreprise Nationale de communication
d'édition et de Publicité

Agence ANEP 01, Avenue Pasteur Alger

Tel : 020.05.20.91 / 020.05.10.42

Fax : 020.05.11.48 / 020.05.13.45 / 020.05.13.77

Email : agence.regie@anep.com.dz

Programmation.regie@anep.com.dz

agence.oran@anep.com.dz

agence.annaba@anep.com.dz

agence.ouargla@anep.com.dz

agence.constantine@anep.com.dz

Impression:
Société d'Impression
d'Alger (SIA)

Diffusion:
Media Distribution

Les manuscrits, photographies ou tout autre document et illustration adressés ou remis à la Rédaction ne sont pas rendus et ne peuvent faire l'objet d'une réclamation.



INDUSTRIE, AUTOMOBILE ET INNOVATION

Un nouvel horizon pour la coopération algéro-italienne

L'axe politique et économique entre Alger et Rome se renforce de plus en plus et prend les aspects d'une coopération stratégique entre les deux pays du bassin méditerranéen.

PAR MAHDI B

L'excellence des relations entre les deux Etats, à tous les niveaux, matérialisée par une convergence de vues entre le Président de la République Abdelmadjid Tebboune et la Présidente du Conseil des ministres italien Giorgia Meloni, a donné lieu à beaucoup de rapprochements de points de vue sur les questions géopolitiques, mais également entre les deux pays. Mardi, le président de la République, Abdelmadjid Tebboune, a reçu un appel téléphonique de Giorgia Meloni, au cours duquel a été abordée la coopération bilatérale entre l'Algérie et l'Italie, ainsi que le prochain sommet Europe-Afrique, selon un communiqué de la présidence de la République. Les deux parties, ajoute la même source, ont également discuté, à cette même occasion, de la lutte contre l'immigration clandestine et de la prochaine visite de la présidente du Conseil des ministres italien en Algérie, après le mois sacré du Ramadhan, qui sera l'occasion de créer la Chambre de commerce algéro-italienne proposée par Mme Giorgia Meloni. Les deux pays auront également, à l'occasion de cette prochaine visite, d'importantes opportunités de développer une coopération industrielle exemplaire, notamment dans le domaine de l'automobile. C'est ce qu'a souligné dans un entretien à l'agence italienne Nova l'ambassadeur d'Algérie à Rome, Mohamed Khelifi, qui plaide pour une réelle complémentarité entre les deux pays dans le domaine industriel et automobile. Il a notamment souligné que la coopération industrielle entre Alger et Rome, en particulier dans le projet lancé avec le constructeur Stellantis, ne doit pas être perçue comme une dynamique concurrentielle ou un processus de délocalisation industrielle, mais plutôt comme un partenariat fondé sur des avantages mutuels et une croissance partagée. Le diplomate algérien a expliqué, en marge de la ren-

contre « Stellantis Algérie rencontre les entreprises turinoises », qui s'est tenue à l'Union industrielle de Turin, que cette initiative s'inscrit dans une stratégie plus large de diversification de l'économie algérienne, qui veut étendre la coopération avec l'Italie bien au-delà du pilier énergétique traditionnel. Il faut souligner que Stellantis est un groupe automobile franco-italo-américain, de droit néerlandais, créé en janvier 2021 par la fusion des groupes italien Fiat, français Peugeot et américain Chrysler. « Si l'énergie demeure centrale, elle n'est plus le seul axe de la relation bilatérale », a souligné M. Khelifi, selon lequel l'Algérie développe également des relations structurées avec Rome dans des secteurs tels que l'agriculture, l'éducation, l'industrie manufacturière et l'automobile, complétant ainsi le secteur des hydrocarbures par d'ambitieux projets d'énergies renouvelables. « La priorité aujourd'hui est de renforcer les liens industriels et de production », a-t-il dit. En s'adressant plus particulièrement aux équipementiers automobiles piémontais, M. Khelifi a tenu à leur faire passer un message clair : « Le moment est propice ». Il existe des opportunités concrètes et immédiatement accessibles pour les entreprises italiennes intéressées par le marché algérien, car le climat d'investissement s'améliore, les indicateurs économiques sont positifs et le pays offre un marché stable et en pleine croissance. En plus, les entreprises italiennes bénéficient d'une attention particulière de la part des autorités algériennes et de conditions avantageuses, les appelant à saisir ce qu'il qualifie de moment opportun. Parlant des garanties et incitations offertes aux investisseurs italiens, M. Khelifi a souligné les facilités d'accès aux terrains pour les sites de production, des allégements fiscaux, exonérations et solutions de financement dédiées. À cela s'ajoutent des facteurs structurels tels que le faible coût de l'énergie, une main-d'œuvre compétitive et la disponibilité de vastes zones

industrielles, ainsi que la situation géographique de l'Algérie, véritable trait d'union entre l'Afrique, le monde arabe et l'Europe. Mais, l'ambassadeur algérien est catégorique : « Il ne s'agit pas de transférer des capacités de production de l'Italie vers l'Algérie, mais de construire une coopération industrielle équilibrée, dans laquelle chaque pays renforce son propre tissu productif ». « L'Italie continuera de développer son industrie, tout comme l'Algérie », a-t-il souligné, précisant que l'objectif est une croissance parallèle et complémentaire, et non une concurrence interne. Tous ces projets sont inscrits dans le plan Mattei pour l'Afrique, a-t-il rappelé par ailleurs, qualifiant ce projet d'« ambitieux et visionnaire » promu par le gouvernement italien. L'Algérie, a-t-il ajouté, soutient pleinement cette approche, se considérant comme un partenaire clé sur le continent africain pour une coopération concrète fondée sur le développement et la stabilité. Enfin, pour les cinq prochaines années, l'ambassadeur a déclaré entrevoir un écosystème automobile algérien en pleine expansion, soutenu par une stratégie claire de renforcement industriel et une relation de confiance consolidée avec l'Italie. Dans ce processus, les entreprises italiennes sont appelées à jouer un rôle central, non seulement en tant qu'investisseurs, mais aussi en tant que partenaires de long terme. L'Algérie est le principal partenaire commercial de l'Italie en Afrique, avec des échanges commerciaux atteignant près de 14 milliards d'euros (16,4 milliards de dollars), tandis que les investissements italiens dans le pays s'élèvent à 8,5 milliards d'euros, selon le gouvernement italien. Lors de la visite d'Etat du Président Tebboune à Rome au mois de juillet 2025 dans le cadre de la tenue de la cinquième session du sommet intergouvernemental, 13 accords ont été signés au total entre les gouvernements italien et algérien, rappelle-ton. ■

Le ministre italien de l'Environnement et de la Sécurité énergétique à Alger

Le ministre italien de l'Environnement et de la Sécurité énergétique, Gilberto Pichetto Fratinest, est arrivé hier Alger pour participer à une conférence économique placée sous le thème « Afrique du Nord - Relier les continents et créer des opportunités ». Accompagné d'une importante délégation, il a été accueilli à l'Aéroport international Houari-Boumediene par le ministre d'Etat, ministre des Hydrocarbures et des Mines, Mohamed Arkab, a indiqué le ministère dans un communiqué. Cette conférence économique est organisée conjointement par la Banque d'Algérie et le Fonds monétaire international (FMI).



Éditorial L'EXPRESS

ALGER-ROME, UN AXE MULTIDIMENSIONNEL

PAR NASSIM TERKI

L'Algérie et l'Italie confirment l'excellence de leur coopération bilatérale, à l'heure où la présidente du Conseil italien, Giorgia Meloni, prévoit une visite officielle en Algérie après le mois de Ramadhan. Lors d'un récent échange téléphonique avec le Président Abdelmadjid Tebboune, les deux dirigeants ont abordé la consolidation des relations économiques, la lutte contre la migration irrégulière et le prochain sommet euro-africain, ainsi que la création d'une Chambre de commerce algéro-italienne.

Au-delà du pilier énergétique, la relation se structure désormais autour de projets industriels et technologiques ambitieux. L'ambassadeur d'Algérie à Rome, Mohamed Khelifi, a insisté sur le rôle central du secteur automobile, avec le projet Stellantis, dans une logique de coopération équilibrée. L'objectif n'est pas de transférer des capacités de production mais de construire une croissance parallèle et complémentaire, en associant expertise italienne et développement industriel algérien. Cette dynamique s'étend à l'agriculture, à l'éducation, aux énergies renouvelables et aux infrastructures, soutenue par des mesures incitatives et un cadre d'investissement favorable.

L'Algérie s'inscrit pleinement dans le Plan Mattei pour l'Afrique, qui vise à faire de l'Italie un hub énergétique méditerranéen tout en soutenant le développement du continent africain. Gazoduc South2 Corridor, connexion électrique Algérie-Italie et investissements stratégiques illustrent cette vision commune, visant à renforcer la stabilité régionale et à créer des opportunités économiques durables. Sécurité et gestion des flux migratoires complètent cette coopération multidimensionnelle. Les deux pays coordonnent leurs actions à travers des mécanismes bilatéraux et régionaux, du Processus de Rome aux échanges d'informations sur la lutte contre l'immigration irrégulière, confirmant la convergence stratégique de vues sur la Méditerranée et l'Afrique.

Au cœur de cette dynamique, il ne faut pas oublier la dimension humaine de l'économie elle-même. Derrière les partenariats industriels, ce sont des ingénieurs, des techniciens, des jeunes entrepreneurs et des travailleurs algériens et italiens qui bâissent chaque jour la coopération bilatérale. Leurs échanges, leurs formations croisées et leurs savoir-faire partagés donnent un visage concret à des « projets » souvent perçus comme abstraits. Cette circulation de compétences crée une confiance professionnelle durable, nourrit l'innovation et installe, des deux côtés de la Méditerranée, une culture commune du développement. C'est cette énergie

humaine, discrète mais déterminante, qui permet au partenariat économique entre Alger et Rome de s'enraciner dans le réel et de produire des résultats tangibles. Historique et structurée, la relation algéro-italienne s'appuie sur un dialogue politique continu, des accords de sécurité, et des partenariats économiques concrets. Elle illustre un modèle de partenariat durable, fondé sur la complémentarité, l'intérêt mutuel et la vision partagée d'une Méditerranée plus intégrée et d'une Afrique mieux connectée. L'axe Alger-Rome s'affirme ainsi comme un pivot de la coopération euro-africaine, alliant pragmatisme et ambition à long terme.

L'Algérie prend part la Conférence internationale sur l'énergie (NIES 2026) L'intégration énergétique africaine en perspective

PAR MAHREZ Z

L'Algérie a pris part à Abuja au Nigeria, à la 9e édition du Salon et de la Conférence internationale sur l'énergie du Nigeria (NIES 2026), qui s'est tenue du 2 au 5 février 2026, sous le thème « L'énergie au service de la paix et du progrès, bâtir notre avenir commun ». « La participation de l'Algérie à ce sommet s'inscrit dans le cadre du renforcement de sa présence dans les événements énergétiques africaines et internationaux, et la promotion de la coopération régionale, en vue de contribuer au développement durable du continent africain. » Indique un communiqué diffusé par le ministère des hydrocarbures et des mines.

Représentant le ministre d'Etat, ministre des Hydrocarbures et des Mines, Mohamed Arkab, le Secrétaire général du ministère des Hydrocarbures et des Mines, Miloud Medjelled, a pris part mardi à la cérémonie d'ouverture du sommet (NIES 2026) qui combine selon les organisateurs, «des politiques d'ouverture aux investissements, un accent sur le gaz naturel pour la diversification, et des initiatives de financement innovantes pour bâtir un secteur énergétique plus robuste, compétitif et créateur de valeur nationale et régionale»

À l'issue de la cérémonie le secrétaire général de l'APPO, M. Farid Ghezali, a participé à une table ronde consacrée à plusieurs questions-clés relatives «au développement du secteur énergétique en Afrique, et aux perspectives de renforcement de la coopération et de l'intégration entre les États membres.»

En marge de ces événements, le Secrétaire général du ministère des Hydrocarbures et des Mines, M. Miloud Medjelled, s'est entretenu avec le ministre de l'Energie de la République de Côte d'Ivoire. «La rencontre a permis d'examiner les moyens de renforcer la coopération bilatérale entre les deux pays, notamment dans les secteurs pétrolier et gazier, ainsi que les possibilités d'échange d'expertise et d'exploration de perspectives de partenariat et d'investissement conjoint.»

Ajoute le ministère. Plus globalement les responsables nigérians ont mis l'accent lors de l'ouverture de la conférence, sur le rôle du gaz naturel en tant que moteur de diversification économique, en vue de stimuler l'industrialisation, créer des emplois et réduire la pauvreté énergétique à l'échelle africaine.

Pour sa part, le Directeur général de la compagnie pétrolière Nigériane NNPC Ltd. a indiqué que «le Nigeria dispose d'énormes réserves de gaz, qui constituent une base pour la croissance industrielle, l'accès à l'énergie et la transformation économique régionale.»

Le sommet a par ailleurs, mis en lumière les initiatives de financement continental en cours, dont la Banque énergétique africaine (BAE) qui devrait être lancée à Abuja (Nigeria) en 2026 avec pour objectif de lever 15 milliards de dollars au cours de ses trois premières années pour financer des projets énergétiques stratégiques en Afrique. Un mécanisme qui vise à réduire la dépendance du continent au financement externe et à soutenir les infrastructures énergétiques locales.

Dans cet objectif, le Secrétaire général du ministère des hydrocarbures accompagné de cadres du ministère des Hydrocarbures et du Groupe Sonatrach, avait pris part, en marge des travaux de la 9e édition du Salon et de la Conférence internationale sur l'Energie du Nigéria (NIES 2026) à une réunion visant à accélérer l'activation de la Banque énergétique africaine (BAE) et à renforcer son rôle dans le financement des projets énergétiques en Afrique, en vue de contribuer à la réalisation du développement durable et de renforcer la coopération régionale dans ce secteur stratégique. Souligne un communiqué du ministère des hydrocarbures et des mines.

INAUGURATION DE LA LIGNE FERROVIAIRE GARA DJEBILET De larges échos internationaux

Les informations relatives à l'inauguration officielle de la ligne ferroviaire reliant la mine de fer de Gara Djebilet au nord du pays, via Tindouf et Béchar, sont largement répercutées par la presse internationale et les organisations spécialisées.

PAR MAHREZ Z

Ainsi Bloomberg et l'Union internationale des chemins de fer (UIC), font largement écho à l'événement exceptionnel qui s'est déroulé, dans notre pays, en ce début du mois de février, en mettant notamment en valeur «une avancée majeure pour l'industrie minière et le développement régional.»

Selon Bloomberg, la ligne permet de désenclaver l'un des plus grands gisements de fer d'Afrique, estimé à plus de 3 milliards de tonnes, et de transporter le minerai vers les complexes sidérurgiques et les ports. L'agence de presse souligne que ce projet contribue à diversifier l'économie algérienne, traditionnellement dépendante des hydrocarbures, et ouvre la voie à une intégration accrue sur le marché mondial du fer et de l'acier.

Dans un article intitulé «Algeria Opens 600-Mile Railway to Tap Vast Iron-Ore Deposit», Bloomberg rapporte que l'Algérie a inauguré une ligne ferroviaire stratégique de près de 1 000 kilomètres reliant le gisement de fer géant de Gara Djebilet, dans l'extrême sud-ouest du pays, au réseau ferroviaire national. «Cette infrastructure marque une étape décisive dans l'exploitation de l'un des plus importants gisements de minerai de fer non exploités au monde.» Note l'agence

Selon Bloomberg, ce projet vise à lever un obstacle logistique majeur qui, pendant des décennies, a empêché la valorisation industrielle de Gara Djebilet, dont les réserves sont estimées à plus de 3 milliards de tonnes. «Grâce à cette nouvelle ligne, l'Algérie pourra acheminer le minerai vers les complexes sidérurgiques du nord et vers les ports destinés à l'exportation.» Peut-on lire dans l'article

Le média qui souligne que le projet minier et ferroviaire est considéré comme un pilier du renouveau industriel, notamment pour soutenir la filière sidérurgique nationale, ajoute en outre que ce développement s'inscrit dans la stratégie algérienne de diversification économique, alors que le pays cherche à réduire sa



dépendance aux hydrocarbures.

Bloomberg rappelle que le chantier qui a été mené dans le cadre d'un partenariat algéro-chinois- le groupe chinois Sinosteel avec Feraal, filiale du groupe minier Sonarem- constitue l'un des projets d'infrastructures «les plus ambitieux lancés ces dernières années en Afrique du Nord.»

L'article met également en avant la dimension géo-économique du projet d'exploitation de Gara Djebilet, estimant que l'Algérie pourrait devenir «un acteur important du marché mondial du minerai de fer», dans un contexte de recomposition des chaînes d'approvisionnement internationales.

Bloomberg note par ailleurs, que la ligne ferroviaire inaugurée ouvre des perspectives de développement régional, en désenclavant le sud-ouest algérien, tout en créant des milliers d'emplois directs et indirects liés à l'extraction, au transport et à la transformation du minerai. L'Union internationale des chemins de fer (UIC) qui suit et documente les projets ferroviaires majeurs dans le monde, a relayé l'information dans son bulletin UIC - eNews du 4 février 2026 , soulignant que l'Algérie a inauguré une nouvelle ligne ferroviaire reliant Béchar, Tin-

douf et la mine de Gara Djebilet, ce qui constitue «un événement marquant dans le développement ferroviaire en Afrique.» et un qu'exemple significatif de déploiement d'infrastructure ferroviaire à grande échelle, au vu des implications à la fois économiques et logistiques du projet pour le continent africain.

L'UIC qui met en avant l'importance du rail pour le développement durable et la connectivité régionale, ainsi que la collaboration efficace entre partenaires locaux et internationaux, qualifie en outre la réalisation d'exemple de «projet ferroviaire d'envergure au plan international».

L'Organisation note également que la ligne ne servira pas uniquement au transport de minerai, mais aussi à renforcer la connectivité des populations locales en matière de transport ferroviaire, contribuant ainsi à l'intégration territoriale.

L'inauguration a largement retenu également l'attention de nombreux autres médias internationaux qui ont souligné, au lendemain de l'événement, l'ampleur stratégique et économique de ce projet, qualifié de»tournant majeur» dans la stratégie algérienne de diversification économique. ■

DJAMEL EDDINE CHOUTRI : «Gara Djebilet portera la contribution du secteur minier au revenu national brut de 1 % à 5 % »

Près de 20 millions de tonnes de minerai de fer seront extraites de la mine de fer de Gara Djebilet d'ici 2032 dans une première phase, dont 10 millions de tonnes seront transformées en granulés et concentrés de fer. C'est ce qu'a révélé, Djamel Eddine Choutri, chef de cabinet de la secrétaire d'Etat chargée des mines, lors de son intervention à la radio nationale chaîne 1.

Pour M Choutri, la mine de fer de Gara Djebilet est un projet qui dynamisera fortement l'économie nationale et la ligne ferroviaire permettra de surmonter les obstacles géographiques et logistiques. Il a noté que l'avantage concurrentiel de la mine réside dans son exploitation à ciel ouvert, qui rend les coûts de production très compétitifs, notamment grâce à la disponibilité du gaz et de l'énergie solaire.

M. Choutri a expliqué qu'avec la mise en service de la mine de Gara Djebilet et les volumes initiaux, la contribution du secteur minier au revenu national brut passera de 1 % à 5 %.

Par ailleurs, il a indiqué que la capacité de production nationale de fer actuelle dans l'est du pays ne dépasse pas 900 000 tonnes par an, la majeure partie étant destinée au complexe sidérurgique d'El Hadjar et à quelques cimenteries. La production de phosphate est estimée à environ deux millions de tonnes par an, tandis que les réserves de zinc et de plomb demeurent très limitées, ne dépassant pas quelques centaines de tonnes. Il est donc nécessaire de pla-



nifier de nouveaux projets d'exploitation de ces mines.

Outre leur valeur économique, M. Choutri a souligné que les projets miniers dynamisent également le marché du travail. L'usine de zinc et de plomb de Oued Amizour (Béjaïa), créera environ 800 emplois directs et 4 000 emplois indirects, sans compter d'autres projets, comme celui du phosphate dans la province de Tébessa.

Concernant le projet d'exploitation du zinc et du plomb à Oued Amizour, il a expliqué qu'après la finalisation de toutes les démarches, l'obten-

tion des permis et l'indemnisation des propriétaires fonciers, la mine ouvrira et la construction de l'usine de traitement débutera début mars. Le projet vise à extraire deux millions de tonnes de minerai de zinc et de plomb par an, qui seront transformées pour produire 170 000 tonnes de zinc et 30 000 tonnes de plomb par an.

Par ailleurs, M Choutri affirmé que le projet de phosphate dans la wilaya de Tébessa est tout aussi important que les autres projets, étant un projet 100 % algérien qui s'inscrit dans la stratégie nationale de sécurité alimentaire en fournissant des engrains et des amendements de sol essentiels au secteur agricole.

Il a expliqué que le projet crée 1 200 emplois directs et sera mis en œuvre sur trois zones. Le premier site est Bled El Hadba, où se trouvent la mine et l'usine de traitement. Dix millions de tonnes de matière première y seront extraites annuellement et transformées localement pour produire six millions de tonnes de matières premières, qui seront ensuite acheminées vers l'usine de Oued El Kebrit, dans la wilaya de Souk Ahras, afin d'y produire environ six millions de tonnes d'engrais et d'amendements de sol. Le troisième site est le port d'Annaba, qui fait actuellement l'objet d'un agrandissement dédié à l'activité minière, parallèlement à la construction de la ligne ferroviaire orientale. Les exportations devraient débuter d'ici 2027. ■

GESTION DE LA RÉPARTITION DES OFFICINES

Le numerus clausus appliqué dès l'accès à l'université

Pour le compte de l'année universitaire 2025/2026, le ministère de l'Enseignement supérieur a appliqué pour la première fois le numerus clausus pour l'accès à l'université.

PAR MERIEM KACI

La 20e édition du Salon international de la pharmacie et de la parapharmacie (Siphal-2026) a ouvert ses portes hier au Palais des expositions d'Alger, avec la participation de plus de 160 exposants représentant l'ensemble de la chaîne pharmaceutique - production, importation, promotion et distribution. Cet événement, qui se poursuivra jusqu'au 7 février prochain, est considéré comme un lieu de rencontres, d'échanges et de partage et de formation continue à l'ensemble de l'écosystème pharmaceutique algérien », a indiqué Yacine Louber, directeur du salon dans son discours d'ouverture.

« Au fil des années, le Siphal s'est imposé comme la référence nationale des salons pharmaceutiques », ajoute M. Louber. Son évolution et sa pérennité, poursuit M. Louber, témoignent de « l'essor du marché pharmaceutique » et reflètent le « développement de la production nationale ».

Pour sa 20e édition, les organisateurs du Siphal ont choisi de se projeter vers l'avenir avec un thème porteur : « La pharmacie de demain ». Une pharmacie prédictive, intelligente et connectée, centrée sur le patient, offrant des soins personnalisés et affirmant une vocation sociétale visant à garantir une large

couverture sanitaire et écoresponsable, en phase avec les aspirations de l'Algérie de demain.

Pérenniser la vaccination dans les officines

Au cours des dernières années, le CNOP a milité pour une réforme globale incluant une régulation stricte du nombre d'étudiants dès l'entrée à l'université, afin de mieux gérer la démographie professionnelle et la répartition des officines. « Cette approche vise à éviter la saturation urbaine, assurer la viabilité économique des pharmacies, et garantir un meilleur maillage territorial », explique M. Mettioui.

Pour lui, le numerus clausus doit être un outil de planification démographique dès le début des études, et non pas uniquement à l'installation. « Nous avons 1 254 étudiants orientés vers tous les départements de pharmacie au niveau national. Une démarche qui permet d'avoir une visibilité pour l'avenir et régler le flux de l'avenir des nouveaux diplômés », se réjouit M. Mettioui qui explique que l'application du numerus clausus dès l'entrée à l'université figure parmi les revendications de son syndicat.

L'arrêté 02 de janvier 2005, fixant les conditions d'installation, d'ouverture et de transfert d'une officine pharmaceutique, fixe un ratio



d'une pharmacie pour 5 000 habitants. Pour lui, « il est crucial de former des pharmaciens pour affronter un avenir meilleur, et non pas affronter des problèmes ». A ses yeux, provoquer une inondation d'installations va amener inéluctablement vers des pratiques de « concurrences déloyales et illégales », met en garde le président du CNOP, alors que le pharmacien est un « acteur incontournable de la santé », qui, par ses compétences et son potentiel scientifique, aide à l'amélioration de la santé publique et surtout le patient algérien.

S'agissant des services aux patients, notre interlocuteur explique que la

vaccination est un acte pratiqué dans les pharmacies. Il rappelle que lors de la crise sanitaire de coronavirus, les pharmaciens ont répondu présent à l'appel de l'Etat qui les a sollicités pour vacciner leurs concitoyens contre le coronavirus. Il a aussi exprimé son souhait que cette expérience soit « conservée et pérennisée ».

Dans le même contexte, il explique que la loi sanitaire 18/11 permet au pharmacien de dispenser, sans prescription médicale, certains produits dont la liste est fixée par le ministre chargé de la Santé et assure des services liés à la santé et participe à l'information, au conseil, au suivi et à

l'éducation thérapeutique pour la santé des usagers, notamment en décourageant l'automédication et en suscitant l'utilisation des médicaments génériques. « Nous attendons la publication des textes d'application », note M. Mettioui. Outre la vaccination, « le pharmacien peut accompagner un malade chronique », dit-il. « Nous souhaitons projeter l'activité des pharmaciens vers le suivi du malade et la dispensation des médicaments anti-cancéreux dans les officines », a-t-il précisé, regrettant que la dispensation de médicaments anti-cancéreux soit réservée jusque-là au pharmacien hospitalier. ■

RAMADHAN

Un dispositif complet pour un approvisionnement régulier du marché



Le ministère du Commerce intérieur et de la Régulation du marché national a mis en place, en coordination avec plusieurs secteurs et organismes de régulation, un dispositif complet visant à garantir un approvisionnement régulier du marché national durant le mois de Ramadhan, a indiqué hier à Alger M. Nourreddine Haridi, chargé de la direction de la qualité et de la protection du consommateur au sein du ministère.

S'exprimant sur les ondes de la Ra-

dio nationale, M. Haridi a précisé que ces mesures ont pour objectif d'assurer la disponibilité des produits de large consommation, notamment les produits agricoles, afin de répondre à la forte demande enregistrée traditionnellement durant cette période.

Dans ce cadre, il est prévu l'ouverture, à partir de la semaine prochaine, de marchés de proximité, à raison d'au moins un marché par commune, permettant aux citoyens de s'approvisionner en produits essentiels

à des prix compétitifs.

Le responsable a également rappelé la décision du ministère de prolonger l'opération de vente promotionnelle (soldes), lancée le 18 janvier dernier, jusqu'au troisième jour de l'Aïd El-Fitr.

Par ailleurs, M. Haridi a fait part du renforcement des opérations de contrôle durant le mois de Ramadhan, à travers la mobilisation accrue des agents techniques chargés de la répression de la fraude, afin de réguler le marché, lutter contre les pratiques commerciales illicites et protéger le pouvoir d'achat des citoyens.

Il a également évoqué la campagne de sensibilisation lancée récemment par le ministère en prévision du mois sacré, sous le slogan «La disponibilité des produits est garantie, la rationalisation de la consommation est votre choix», qui se poursuivra jusqu'à l'Aïd El-Fitr, visant à encourager une consommation modérée et responsable, tout en luttant contre le gaspillage alimentaire.

Selon M. Haridi, cette initiative comprend un programme de sensibilisation complet, incluant des spots médiatiques, des actions d'information via les médias ainsi que des actions de proximité sur le terrain, en coordination avec les différents acteurs concernés. ■

OPGI

Journée portes ouvertes sur la cession des logements publics locatifs

Les Offices de promotion et de gestion immobilière (OPGI) ont organisé, hier, des journées portes ouvertes à travers les différentes wilayas du pays pour faire connaître les procédures de cession des logements publics locatifs (LPL) au profit de leurs occupants, tout en abordant la question du recouvrement des arriérés de loyer.

Le président du groupe d'intérêt économique des OPGI et DG de l'OPGI de Hussein Dey (Alger), Abdelghani Dib, a précisé dans une déclaration à l'APS que cette initiative s'inscrit dans le cadre de la mise en œuvre de la loi de finances

2026. Celle-ci prolonge les délais pour bénéficier de la procédure d'accession à la propriété des logements publics locatifs jusqu'au 31 décembre 2026, alors que l'échéance initiale était fixée au 31 décembre 2025.

Le responsable a également souligné l'adoption d'une série de mesures incitatives pour encourager les locataires à acquérir leur logement, notamment à travers la simplification des procédures d'examen des dossiers de propriété, la prolongation de la période de paiement, passant de 10 à 25 ans, la déduction des loyers versés depuis la date d'occupation du logement du prix total de vente ainsi que la remise de 10% accordée aux locataires qui règlent le montant total de l'acquisition en un seul versement.

Concernant le recouvrement des arriérés de loyer, M. Dib a précisé que les services compétents ont entrepris d'étudier la situation sociale des locataires en retard de paiement afin de procéder à un échelonnement de leurs dettes. Il a également souligné que la perception des loyers constitue une ressource essentielle pour les OPGI, garantissant ainsi la pérennité des services rendus, notamment en ce qui concerne les travaux de maintenance et d'entretien.

R. E.



CLÔTURE, HIER, DE LA 15E ÉDITION DU SALON ERA 2026

L'APRUE a marqué sa participation avec un programme riche en conférences

La Commission de Régulation de l'Electricité et du Gaz (CREG) a marqué sa participation à la 15e édition du salon ERA 2026 qui s'est clôturée hier à Oran, avec un riche programme comprenant une série de conférences et de sessions spécialisées abordant les enjeux actuels majeurs liés au secteur de l'énergie, à la transition énergétique et aux défis climatiques.

FATIHA AMALOU.

Commission de Régulation de l'Électricité et du Gaz (CREG) a marqué cet événement international par sa présence remarquée et sa contribution significative, en présentant plusieurs interventions techniques spécialisées axées sur des thématiques stratégiques», indique l'APRUE dans sa page officielle facebook. Les sujets abordés lors de ce salon ont concerné, selon l'APRUE, la sécurité de l'approvisionnement en électricité dans les zones non raccordées au réseau : défis et perspectives, présenté par Mme Mayssa Rouak, ingénierie d'études à la Direction de l'Électricité et le renforcement de la capacité d'adaptation des infrastructures énergétiques face aux risques du changement climatique, présenté par Mme Drij Iman, ingénierie d'études au Département Santé, Sécurité et Environnement.

D'autres interventions ont porté sur la planification des énergies renouvelables dans les grands réseaux électriques : approches déterministes et probabilistes, présenté par M. Akchouch Chafik, expert en planification énergétique à la Direction de la Planification

et du Suivi des Investissements, le certificat d'origine pour l'électricité renouvelable : état actuel et perspectives de développement, présenté par M. Hani Tawfiq, ingénieur-conseil à la Direction des licences et des énergies renouvelables et enfin la consommation de gaz naturel dans le secteur résidentiel : défis et perspectives d'amélioration de l'efficacité, présenté par M. Adlane Jaida, ingénieur-conseil à la Direction du gaz. Ces sessions scientifiques ont constitué un espace privilégié d'échange de connaissances et d'expertise technique entre les différents acteurs concernés, contribuant ainsi à soutenir l'innovation et le développement de solutions durables dans les domaines des énergies renouvelables, de l'hydrogène vert, du dessalement de l'eau et de la gestion des ressources naturelles. Dans le cadre du programme de conférences de la première journée, l'APRUE tient à rappeler que M. Boujemaa Yacine, expert en planification énergétique à la Direction de la planification et du suivi des investissements de la Commission de régulation de l'électricité et du gaz, a présenté une intervention scientifique intitulée : « L'approche méthodologique de l'analyse coûts-avantages (ACA) dans les projets d'énergies renouvelables ». Au cours de sa présentation, il a passé en revue la méthodologie de l'ana-

lyse coûts-avantages appliquée aux projets d'énergies renouvelables, en soulignant les différentes étapes d'évaluation et de calcul des indicateurs économiques, tout en insistant sur l'importance d'intégrer la dimension environnementale et de valoriser le carbone, ce qui soutient le processus décisionnel et renforce l'attractivité de ces projets. La 15e édition du Salon des Energies Renouvelables, Energies du futur et Développement durable (ERA) a été ouverte, lundi au Centre des Conventions d'Oran, avec la participation de 100 exposants. Placée sous le thème du mix énergétique, cette édition a mis en avant les avancées enregistrées dans les domaines des énergies renouvelables, de l'hydrogène vert et de la décarbonation, sachant que ERA constitue un carrefour stratégique favorisant les échanges entre les acteurs économiques et institutionnels, avec pour objectif de promouvoir les partenariats et les contrats de coopération, notamment entre les entreprises privées et les grands groupes nationaux. De grands groupes énergétiques, à l'instar de Sonatrach et de ses filiales, ont pris part à cette édition, ainsi que des entreprises internationales issues des Etats-Unis d'Amérique, d'Italie et de Chine sont également présentes, illustrant l'intérêt croissant pour le marché énergétique algérien.

GROUPE SAIDAL

Kouidri insiste sur le relancement des projets en arrêt

Le ministre de l'Industrie pharmaceutique, Ouacim Kouidri, a présidé, mardi au siège du ministère, une réunion de coordination consacrée au suivi de l'état d'avancement des projets du groupe public Saidal, et ce en présence des représentants des entreprises chargées de la réalisation et des bureaux d'études chargés du suivi de ces projets, indique un communiqué du ministère, selon l'APS.

La réunion a permis de s'enquérir de la cadence des travaux en cours et d'écouter les préoccupations et les difficultés qui entravent le déroulement de certains projets, précise la même source.

Lors de cette rencontre, le ministre a souligné la nécessité de rattraper le retard accusé et de relancer les projets en arrêt, appelant à redoubler d'efforts pour leur achèvement dans les délais contractuels fixés, en veillant au strict respect des normes de qualité.

.R.E

IMPORTATION

DE 10.000 BUS

Sayoud tient une réunion pour le suivi du dossier

Le ministre de l'Intérieur, des Collectivités locales et des Transports, Saïd Sayoud, a présidé, mardi à Alger, une réunion de coordination consacrée au dossier de renouvellement du parc national de transport, dans le cadre de l'opération d'importation de 10.000 bus, indique un communiqué du ministère.

L'opération de réception des cargaisons de bus prévue dans le programme de renouvellement du parc national de transport a débuté dimanche dernier.

L'Etablissement de développement de l'industrie de véhicules (EDIV), relevant de la Direction des fabrications militaires du ministère de la Défense nationale, a déjà réceptionné 335 bus, tandis que d'autres cargaisons en provenance de Chine et d'Allemagne suivront progressivement afin d'améliorer la qualité des services et de renforcer la sécurité et le transport public pour les citoyens.

.R.E

Sous-traitance

La CNEP-Banque présente les solutions de financement du crédit-bail

La CNEP-Banque et la Bourse algérienne de la sous-traitance et du partenariat (BASTP) ont organisé, mardi à Alger, une rencontre consacrée au financement des entreprises du secteur de la sous-traitance industrielle nationale, a annoncé la banque publique dans un communiqué.

Cette journée d'information, tenue au siège de la direction générale de la CNEP-Banque, a permis de présenter les solutions de financement de l'investissement, d'exploitation, de crédit-bail, ainsi que les produits relevant de la finance islamique, selon la même source.

La rencontre a, également, constitué un cadre d'échanges directs entre les opérateurs économiques et les responsables de la

banque. A cette occasion, la Cneb-Banque a réaffirmé «son engagement en tant que partenaire de développement des entreprises algériennes».

Le financement des entreprises de sous-traitance en Algérie est soutenu par des crédits bancaires (exploitation/investissement), des garanties publiques (FGAR) et des aides à la création. Les banques publiques (BDL, CNEP) proposent des prêts à moyen/long terme pour les équipements, des facilités de caisse, et des financements de leasing. Le taux d'intérêt peut être bonifié et le financement peut couvrir jusqu'à 80-100% des projets selon le cas.

Les crédits d'exploitation visent à financer l'activité courante (matières premières, charges). Les crédits d'investissement sont

destinés aux équipements (matériel de production, véhicules-atelier) sur le moyen ou long terme (3 à 7+ ans). Les crédits par signature sont des cautions et avals pour les marchés de sous-traitance. Le leasing (Crédit-bail) est une solution avantageuse pour l'acquisition d'équipements.

La Bourse algérienne de la Sous-traitance et du Partenariat (BASTP), quant à elle, joue un rôle clé dans le rapprochement entre donneurs d'ordres et sous-traitants, la promotion de l'intégration industrielle, la réduction de la facture d'importation et l'accompagnement des PME.

La BASTP met en relation les grandes entreprises industrielles (publiques et privées) avec des PME sous-traitantes. Elle encourage le partenariat Public/Privé et les al-

liances stratégiques pour renforcer la coopération. Elle centralise les informations sur les capacités de production locales afin de favoriser la sous-traitance interentreprises et la substitution aux importations. Elle accompagne les investisseurs (nationaux et étrangers) dans la recherche de partenaires locaux. Elle organise le Salon de la sous-traitance (ex: ALGEST) pour promouvoir le savoir-faire des PME. Elle œuvre pour l'augmentation du taux d'intégration locale, notamment dans les secteurs stratégiques comme l'automobile, la pharmacie et les mines.

Elle facilite aussi l'accès des sous-traitants aux solutions de financement en partenariat avec des institutions bancaires.

.R.E

Lutte contre le gaspillage durant le Ramadan

La campagne de sensibilisation prolongée jusqu'au troisième jour de l'Aïd El-Fitr

La campagne nationale de lutte contre le gaspillage durant le mois de Ramadan sous le slogan « La disponibilité des produits est garantie, la rationalisation de la consommation est votre choix » sera prolongée jusqu'au troisième jour de l'Aïd El-Fitr.



FATIHA AMALOU.

C'est ce qu'a annoncé hier le directeur central au ministère du Commerce intérieur et de la Régulation du marché national, Noureddine Haridi, lors de son intervention à la radio nationale chaîne 3. Lancée sous les slogans « La disponibilité des produits est garantie, la rationalisation de la consommation est votre choix » et « Le Ramadan est un mois sacré, n'en faites pas une course au gaspillage », cette vaste campagne vise, selon lui, « à ancrer une culture de consommation consciente, à renforcer les comportements responsables et à préserver le pouvoir d'achat du citoyen durant ce mois sacré. »

Selon M. Haridi, « la campagne sera déployée à grande échelle dans l'ensemble des espaces publics, les grandes surfaces commerciales, les établissements scolaires et universitaires, ainsi qu'à travers des journées d'études et de sensibilisation », ajoutant que « l'objectif est de rationaliser la consommation, d'éviter les pratiques excessives et de lutter contre le

gaspillage alimentaire, particulièrement accentué durant le Ramadan ».

Le programme prévoit également « la diffusion de spots publicitaires à la radio et à la télévision », « l'envoi de messages de sensibilisation par SMS », ainsi que « des publications pédagogiques expliquant les bonnes pratiques de consommation », précisant qu'« une attention particulière sera accordée à l'explication des textes de loi relatifs à la consommation hygiénique et à la protection du consommateur, afin de renforcer la conscience citoyenne et le respect des normes en vigueur ».

« A partir de la semaine prochaine, cette campagne sera intensifiée à travers une coordination élargie avec plusieurs ministères concernés et les associations de protection des consommateurs », a précisé Haridi, affirmant que cette synergie vise à garantir « une approche globale et durable », reposant sur « la sensibilisation », « la prévention » et « l'action de terrain ».

Il a également souligné l'importance des rencontres de sensibilisation et scientifiques organisées dans ce cadre, les qualifiant d'« opportunité pour renforcer la complémentarité entre la référence religieuse et l'approche économique ».

Ces rencontres permettent, selon lui, d'harmoniser les finalités religieuses avec les politiques publiques, en vue de bâtir un modèle national de consommation fondé sur la raison, la solidarité et la durabilité, préservant à la fois l'équilibre de la société, la flexibilité de l'économie et la dignité du citoyen.

Les campagnes de sensibilisation contre le gaspillage durant le Ramadan visent à contrer l'explosion de la surconsommation alimentaire, qui entraîne le gaspillage de tonnes de denrées (notamment le pain) et des pertes économiques importantes. Ces campagnes cherchent à promouvoir la rationalisation des achats, protéger le pouvoir d'achat face à la hausse des prix, et aligner les comportements de consommation avec les valeurs de modération du mois sacré.

Entre 3 000 et 4 000 baguettes de pain sont jetées quotidiennement, un chiffre atteignant des sommets pendant le Ramadan, alors que c'est un aliment de base sacré. Le coût annuel du gaspillage alimentaire en Algérie dépasserait 5 milliards de dinars. Les ménages dépensent jusqu'à 60 % de leur salaire en nourriture, dont 20 % finissent à la poubelle.

Transport aérien de passager

La demande totale a augmenté de 5,3 % en 2025

L'Association du transport aérien international (IATA) a publié les résultats du marché passagers pour l'année 2025 et pour décembre 2025, faisant état d'une demande record. La demande totale pour l'année 2025 (mesurée en passagers-kilomètres payants ou PKP) a augmenté de 5,3 % par rapport à 2024. La capacité totale, mesurée en sièges-kilomètres offerts (SKO), a progressé de 5,2 % en 2025. Le coefficient d'occupation des vols (COP) a atteint 83,6 %, soit une hausse de 0,1 point de pourcentage et un record pour le trafic annuel. La demande internationale annuelle en 2025 a augmenté de 7,1 % par rapport à 2024, et la capacité a progressé de 6,8 %. Le facteur de charge international annuel s'est établi à 83,5 %, soit une hausse de 0,2 point de pourcentage par rapport à 2024. Il s'agit également d'un record pour le facteur de charge international. La demande intérieure annuelle pour 2025 a progressé de 2,4 % par rapport à l'année précédente, tandis que la capacité a augmenté de 2,5 %. Le coefficient d'occupation pour l'ensemble de l'année s'est établi en moyenne à 83,7 %, en baisse de 0,1 point de pourcentage par rapport à 2024. Décembre 2025 a marqué une fin d'année en force, avec une demande globale en hausse de 5,6 % sur un an, une capacité en croissance de 5,9 % et un facteur de charge de 83,7 %. En 2025, la demande de transport aérien a progressé de 5,3 %, avec une croissance de 7,1 % pour les vols internationaux et de 2,4 % pour les vols intérieurs. Ce retour à une croissance conforme aux tendances historiques, après la forte reprise post-COVID, met en lumière deux enjeux majeurs : la décarbonation et la chaîne d'approvisionnement. Le trafic annuel des compagnies aériennes africaines a progressé de 7,8 % en 2025 par rapport à l'année précédente. La capacité totale pour l'année 2025 a augmenté de 6,5 % et le coefficient d'occupation a progressé de 0,9 point de pourcentage pour atteindre 74,9 %. Ce coefficient d'occupation était le plus faible parmi les régions, mais il représente un record pour l'Afrique et la plus forte augmentation enregistrée au niveau régional. Le trafic des compagnies aériennes africaines en décembre 2025 a progressé de 10,3 % par rapport à décembre 2024. La demande intérieure annuelle a atteint des niveaux records en termes de nombre de passagers et de coefficient d'occupation. La croissance a toutefois ralenti par rapport au fort rebond de 2024. Le Brésil a affiché la meilleure performance en matière de RPK intérieur pour 2025, avec une hausse de 11,1 % par rapport à 2024. Le marché intérieur des États-Unis a quant à lui reculé de 0,6 %. La plus forte augmentation du coefficient d'occupation a été enregistrée au Japon (+3,4 points de pourcentage), contrairement aux États-Unis qui ont connu la plus forte baisse (-1,9 point de pourcentage). Bien que le trafic intérieur indien ait également enregistré une forte baisse du coefficient d'occupation (-1,2 point de pourcentage), l'Inde a tout de même affiché le coefficient d'occupation le plus élevé (85,2 %). L'Australie a enregistré le coefficient d'occupation le plus faible, mais celui-ci est resté relativement satisfaisant à 81,2 %.

.R.E

Emploi et Sécurité sociale

Saihi insiste sur la numérisation des services

Le ministre du Travail, de l'Emploi et de la Sécurité sociale, Abdelhak Saihi, a souligné hier la nécessité d'accélérer la numérisation des services et de simplifier les procédures administratives, tout en luttant rigoureusement contre tout abus portant atteinte aux intérêts des citoyens. Des instructions dans ce sens ont été données lors d'une réunion de coordination regroupant des cadres de l'administration centrale, consacrée à l'évaluation du bilan des activités récemment réalisées, indique un communiqué du ministère. Cette réunion a été « consacrée à l'évaluation du bilan des activités réalisées durant la période allant du 22 janvier au 2 février 2026, à l'examen de l'état d'avancement de la mise en œuvre des instructions et orientations qu'il a données lors des réunions précédentes, ainsi qu'à l'écoute d'exposés exhaustifs sur les différentes réalisations accomplies, qui ont reflété une dynamique positive et des efforts soutenus

visant à améliorer, à moderniser et à simplifier les procédures d'accès des usagers au service public, notamment à travers l'adoption de solutions numériques à distance». Dans ce contexte, le ministre a salué les résultats enregistrés, appelant à « redoubler d'efforts en vue de simplifier davantage les procédures administratives et d'accélérer la cadence de numérisation des services, particulièrement ceux assurés à distance, de manière à garantir l'amélioration de la qualité du service et à consacrer les principes de transparence et d'efficacité ».

M. Saihi a insisté également sur « la nécessité de faire face avec rigueur à tout dépassement ou pratique susceptible de porter atteinte à l'intérêt du citoyen ou d'entraver le processus de simplification des procédures », insistant sur « le renforcement des mécanismes de suivi et de contrôle périodique des services fournis au niveau des organismes sous tutelle, ainsi que la prise des mesures correctives requises en cas

de dysfonctionnements constatés ». Dans le cadre de l'amélioration de la gestion des organismes sous tutelle, le ministre a souligné « l'importance d'adopter le principe de l'efficacité dans la gestion administrative et financière, avec une exploitation optimale des ressources humaines, étant la véritable richesse de l'administration, appelant à la valorisation des diplômes et des aptitudes acquises par l'agent après son recrutement, dans le cadre d'une politique incitative encourageant l'acquisition du savoir et contribuant à l'amélioration des performances, ce qui est à même d'impacter positivement la qualité du service public et d'assurer la transition d'une administration traditionnelle vers une administration moderne valorisant ses ressources humaines ». Il a également appelé à « la consécration des principes de transparence et d'égalité des chances dans les concours de recrutement, tout en accordant la priorité aux compétences et aux meilleurs profils, et à l'adoption de la

gestion électronique des ressources humaines au sein d'un plan stratégique directeur, fondé sur une méthodologie axée sur les objectifs et les résultats, de manière à renforcer les principes de la bonne gouvernance ». Dans le même contexte, le ministre a insisté sur « la nécessité de rationaliser les dépenses sans porter préjudice aux droits des usagers, notamment en ce qui concerne les services et prestations fournis par la sécurité sociale », soulignant que la gestion doit s'opérer « selon un plan rigoureux, précis, avec des objectifs clairs et des résultats évaluables et suivis ». Enfin, M. Saihi a appelé à « l'intensification de la coordination entre les différentes structures et à l'adoption d'une évaluation périodique de la performance, afin de garantir une amélioration continue du service public et de renforcer la confiance du citoyen envers une administration qui soit à son service et à sa disposition », conclut le communiqué.

.R.E

TIARET

Cinq grandes opérations pour renforcer l'AEP

Le secteur des ressources en eau dans la wilaya de Tiaret a bénéficié d'une enveloppe financière de 307 millions de dinars pour la réalisation de cinq grandes opérations portant sur l'alimentation en eau potable ainsi que la rénovation et l'extension du réseau d'assainissement, a-t-on appris mardi auprès du directeur du secteur, M. Laid Aïssani. Selon le même responsable, ces projets, inscrits dans le cadre du programme d'investissement 2026, comprennent le renforcement du réseau d'alimentation en eau potable dans les communes de Bougara, Ksar Chellala et Sebtine, à partir du champ aquifère souterrain d'Adjermaya, principal pourvoyeur en eau de la ville de Tiaret. Deux autres projets concernent la réalisation de 10.000 mètres linéaires de forages hydrauliques à travers huit communes, ainsi que le renforcement du réseau desservant les communes d'Oued Lili et de Rahouia, à partir d'un réservoir de 10 000 mètres cubes situé à Tiaret. Le programme prévoit également la construction d'une station d'épuration des eaux usées pour Rahouia, ainsi que l'aménagement et la réhabilitation des structures administratives, incluant les sous-directions dans les 14 daïras de la wilaya et le siège de la direction, a précisé M. Aïssani.

Pour rappel, plusieurs projets ont été concrétisés en 2025, notamment le grand projet d'alimentation en eau potable du chef-lieu de la wilaya depuis le champ aquifère d'Adjermaya sur une distance de 134 kilomètres, la deuxième tranche du projet du champ aquifère souterrain de Chott Chergui, ainsi que la rénovation et l'extension du réseau d'eau potable dans 16 communes.

MOSTAGANEM

Plus de 5.000 habitations raccordées au gaz naturel

Plus de 5.000 habitations ont été raccordées au réseau de gaz naturel dans la wilaya de Mostaganem au cours de l'année 2025, selon un communiqué publié, mardi, par les services de la wilaya. Le secteur de l'énergie a bénéficié, durant l'année écoulée, de la réalisation d'un réseau de gaz de 170 kilomètres, permettant le raccordement de 5.362 foyers au gaz naturel, précise-t-on de même source. Ces opérations, financées à hauteur de 653 millions de dinars, ont concerné le chef-lieu de la commune d'Oued El Kheir ainsi que neuf localités réparties sur huit communes, dont Sefsaf, Ain Nouissy, Touahria, Achaacha et Sidi Lakhdar, où les travaux ont été achevés à 100%. Par ailleurs, les travaux de raccordement des villages de Sidi Afif (commune de Sidi Ali), Sidi Echaraf (commune de Sirat) et El Louza (commune de Fornaka) sont en cours, avec des taux d'avancement compris entre 25 et 45%, selon la même source. Ces projets s'inscrivent dans le cadre du programme de renforcement du raccordement au gaz naturel, qui a bénéficié globalement l'an dernier d'une enveloppe financière de 827 millions de dinars. Un autre projet relevant du même programme concerne le raccordement de la zone industrielle d'El Bordjia, pour un montant de 174 millions de dinars. Les travaux de ce projet ont été achevés à 100% et l'infrastructure est désormais prête à être mise en service, indiquent les services de la wilaya.

RÉSEAU ÉNERGÉTIQUE À BOUMERDES**Raccordement de plus de 30.000 logements**

L'entreprise de distribution de l'électricité et de gaz de la wilaya de Boumerdes a procédé, durant l'année 2025, au raccordement de plus de 30.000 logements aux réseaux d'électricité et de gaz, a-t-on appris mardi auprès de cet organisme. Ces opérations ont été réalisées en réponse aux demandes des clients et dans le cadre de l'accompagnement des autorisations locales aux différents programmes de développement, a indiqué le responsable local de l'entreprise, Hamza Sahli, à l'issue du conseil exécutif de la wilaya consacré à l'examen de la situation du développement à l'échelle locale. Il a souligné, à ce titre, que plus de 20.300 logements ont été raccordés à l'énergie électrique et plus de 10.200 au

Illizi**Quatre nouvelles lignes de transport urbain**

L'opération s'inscrit dans le cadre des efforts des pouvoirs publics visant à améliorer le service public et garantir une mobilité confortable et régulière au citoyen, indique l'entreprise publique de transport urbain et suburbain d'Illizi, soulignant que ses portes restent ouvertes pour recevoir d'éventuelles suggestions tendant à améliorer davantage le réseau de transport urbain.



Le réseau de transport urbain dans la commune chef-lieu de wilaya d'Illizi vient de se renforcer avec la mise en service de nouvelles lignes, destinées à faciliter les déplacements quotidiens et à améliorer la qualité du service public. Conformément aux instructions du wali d'Illizi, Ahcène Kheldi, visant à améliorer les prestations de transport, et en coordination avec la direction des transports de la wilaya, quatre (4) nouvelles dessertes sont entrées en service, selon un communiqué de l'entreprise publique de transport urbain et suburbain. Selon la même source, il a été décidé, après la fin des travaux de réparation des bus, à l'ouverture de ces nouvelles lignes, avec une rotation toutes les heures, dans le cadre d'une démarche visant à améliorer les conditions de mo-

bilité des citoyens et répondre aux préoccupations des habitants des différents quartiers. Les itinéraires de ces nouvelles dessertes relient, pour la première, la gare routière à la wilaya via par le quartier Essalam, tandis que la deuxième ligne part du quartier Tikanouine vers le siège de la commune en passant par le quartier El-Wasset. La troisième ligne relie le quartier Errimel au siège de la daira via le quartier Tassili, et la quatrième le quartier de Tin-Tourha vers le quartier El-Wasset en passant par celui de Bouslah. L'opération entre dans le cadre des efforts des pouvoirs publics visant à améliorer le service public et garantir une mobilité confortable et régulière au citoyen, indique l'entreprise publique de transport urbain et suburbain d'Illizi, soulignant que ses portes restent ouvertes pour recevoir d'éventuelles suggestions

tendant à améliorer davantage le réseau de transport urbain. Cette initiative revêt une importance particulière dans la mesure où elle contribue à désenclaver plusieurs quartiers, à faciliter l'accès des citoyens aux services administratifs, éducatifs et sanitaires, et à réduire la dépendance au transport individuel. En renforçant la régularité et la couverture du réseau urbain, ces nouvelles lignes participent également à une meilleure organisation des déplacements quotidiens, notamment pour les travailleurs, les élèves et les étudiants. Elles s'inscrivent ainsi dans une dynamique de modernisation du service public de transport, visant à améliorer la qualité de vie des habitants du chef-lieu de wilaya et à instaurer un système de mobilité plus efficace, durable et adapté aux réalités locales.

R.R

BARRAGE DE SIDI KHELIFA DE TIZI-OUZOU**Un taux d'avancement de plus de 40%**

Le projet de réalisation du barrage de Sidi Khelifa situé dans la commune d'Aït Chafaa au nord-est de Tizi-Ouzou a atteint un taux d'avancement de 40%, a-t-on appris lundi auprès des services de la wilaya.

Le projet qui a fait récemment l'objet d'une visite d'inspection du wali, Aboubakr Esseddik Boucetta, a constaté la progression des travaux qui ont atteint un taux d'avancement de 40%, selon les

explications qui lui ont été fournies sur site, a-t-on indiqué de même source. Cette infrastructure hydraulique qui permettra d'emmageriser les eaux provenant de l'oued Sidi Ahmed Youcef, est destinée à l'alimentation en eau potable des habitants de 21 communes notamment de la zone nord côtière de la wilaya. Lors de la même visite, le chef de l'exécutif de la wilaya a insisté sur l'impératif de renforcer le chantier en moyens humains et maté-

riels afin de lancer rapidement les travaux de construction de la digue principale du barrage, selon les services de la wilaya. Le barrage de Sidi Khelifa est doté d'une capacité de stockage de 21,8 millions de m³, dont 17,2 millions de m³ destinés à l'alimentation en eau potable et 4,4 millions de m³ à l'irrigation, selon la direction des ressources en eau. Le projet a été doté d'une enveloppe financière de 9,350 milliards de DA pour sa réalisation.

rseau de gaz naturel, dans le cadre de divers programmes de développement.

La même période a également vu le raccordement de près de 90 exploitations aux réseaux d'électricité et de gaz, outre le raccordement de sept (7) exploitations agricoles à l'électricité et de 36 établissements éducatifs à l'électricité et au gaz. M. Sahli a ajouté que ces opérations ont été accompagnées

par la réalisation de 27 postes de transformation électrique, de 193 km de lignes de distribution d'électricité et de 216 km de conduites de distribution de gaz.

A noter que la direction Sonelgaz de Boumerdes approvisionne plus de 355.000 clients en énergie électrique et plus de 213.000 clients en gaz naturel, selon la même source.

JOURNÉE MONDIALE CONTRE LE CANCER

Près d'un quart des cas évitables dans le monde

PAR AMEL B.

Dans le monde, 20 millions de nouveaux cas de cancer ont été diagnostiqués en 2022, selon le Centre international de recherche sur le cancer (CIRC). Un chiffre déjà record, mais surtout un signal d'alarme : d'ici 2050, plus de 35 millions de nouveaux cas sont attendus, soit une hausse de près de 77 % en seulement trois décennies, selon la même source.

Pour lutter contre ce fléau mondial, favoriser la recherche scientifique et renforcer la prévention constituent des enjeux majeurs. Près de 4 cas de cancer sur 10 dans le monde pourraient être évités. C'est le message fort d'une étude mondiale récente de l'Organisation mondiale de la Santé (OMS) et de son CIRC. Cette analyse sans précédent révèle quel est l'ennemi — et comment le combattre. Cette nouvelle étude a été publiée ce 4 février, dans la revue scientifique Nature, à l'occasion de la journée mondiale contre le cancer. Elle s'est penchée sur les facteurs de risque présents à l'échelle de la planète. Les chercheurs ont calculé que 37,8 % des nouveaux cas de cancer identifiés en 2022, soit environ 7 millions, étaient liés à des causes évitables comme le tabac, une infection, l'alcool ou la pollution de l'air. Autrement dit, près de quatre cancers sur dix auraient pu ne jamais survenir. L'analyse repose sur des données de 185 pays et 36 types de cancer. Au total, 30 facteurs de risque évitables ont été pris en compte : tabagisme, consommation d'alcool, indice de masse corporelle élevé, inactivité physique, pollution de l'air, exposition aux rayons ultraviolets, mais aussi neuf infections cancérogènes comme le papillomavirus humain (HPV) ou la bactérie Helicobacter pylori. Ces facteurs expliquent à eux seuls près de 40 % des nouveaux diagnostics recensés dans le monde.

L'étude montre que « la part de cancers évitables grimpe à 45 % chez les hommes, contre 30 % chez les femmes. Elle atteint 57 % chez les hommes d'Asie de l'Est, mais tombe à 28 % en Amérique latine et dans les Caraïbes.

Les scientifiques précisent également que trois types de cancer représentaient près de la moitié de tous les cas de cancer évitables dans le monde : le cancer du poumon, principalement lié au tabagisme et à la pollution atmosphérique, le cancer de l'estomac, en grande partie attribuable à l'infection par Helicobacter pylori, et le cancer du col de l'utérus, très majoritairement causé par le papillo-



mavirus humain (HPV). À l'échelle mondiale, le tabac reste de loin le premier ennemi. Il est responsable de 15 % de tous les nouveaux cas de cancer et d'environ 23 % des cancers chez les hommes. En Europe, il constitue la principale cause de cancers évitables. Le cancer du poumon illustre ce poids : il est surtout lié au tabagisme, mais aussi à la pollution de l'air ». Les infections, responsables d'environ 10 % des nouveaux cas de cancer et d'11 % des cancers chez les femmes, pèsent aussi très lourd, tout comme l'alcool et le surpoids. L'OMS résume l'enjeu : « Ces résultats soulignent la nécessité de stratégies de prévention adaptées au contexte, incluant des mesures strictes de lutte contre le tabagisme, la vaccination contre les infections cancérogènes telles que le papillomavirus humain et l'hépatite B, une meilleure qualité de l'air, des lieux de travail plus sûrs et des environnements alimentaires et d'activité physique plus sains », indique l'agence onusienne. La mise en place de stratégies de prévention des cancers adaptées à chaque région est donc indispensable. « S'attaquer à ces causes évitables représente l'une des meilleures opportunités de réduire le

Près de 40 % des cancers dans le monde seraient liés à des risques évitables, selon une nouvelle étude de l'OMS publiée à l'occasion de la Journée mondiale contre le cancer. L'Algérie n'est pas épargnée par l'augmentation inquiétante des cas, d'où l'importance cruciale de la sensibilisation et du dépistage.



fardeau mondial du cancer », a commenté, dans un communiqué, le Dr Isabelle Soerjomataram, directrice adjointe de l'unité de surveillance du cancer du CIRC et principale auteure de l'étude. L'Algérie n'est pas épargnée par cette progression inquiétante du cancer. Sur le plan national, les données de santé publique montrent une augmentation inquiétante des cas chaque année. En 2023, plus de 56 000 nouveaux cas de cancer ont été recensés à l'échelle du pays, une progression par rapport aux années précédentes. Les types de cancer les plus fréquents en Algérie reflètent une transition épidémiologique comparable à celle observée dans de nombreux pays du monde.« Chez les femmes, le cancer du sein reste de loin le plus répandu, avec plusieurs milliers de nouveaux cas diagnostiqués chaque année, soulignant l'importance cruciale du dépistage précoce et de la sensibilisation. Chez les hommes, les cancers du côlon-rectum, du poumon, de la prostate et de la vessie dominent le tableau, illustrant l'impact combiné des facteurs de risque liés au mode de vie et aux habitudes environnementales », mettent en garde les experts.

A.B

EN PRÉVISION DU RAMADAN
Trois marchés de proximité à Ouargla

Trois marchés de proximité d'approvisionnement en divers produits alimentaires seront ouverts dans la wilaya d'Ouargla, en prévision du mois sacré du Ramadhan, a-t-on appris mardi de la direction locale du commerce.

Retenus au niveau des daïras d'Ouargla, Hassi-Messaoud et Sidi-Khouiled, ces espaces commerciaux proposeront, à compter du 9 février courant, des produits alimentaires de large consommation, dont l'huile de table, la semoule, le sucre, la tomate en conserve, en plus des fruits et légumes, à des prix abordables.

Ceci, en plus d'autres articles, dont des ustensiles et des produits détergents et autres.

L'opération est accompagnée par le lancement de caravanes de commerce de détail devant silloner, avec l'avènement du mois de Ramadhan, les daïras de N'goussa et d'El-Borma (frontalière), en vue de permettre aux consommateurs de s'approvisionner en produits alimentaires à des prix raisonnables.

La direction du commerce de la wilaya vient de lancer une vaste campagne de sensibilisation, à travers des journées d'information et des émissions radiophoniques notamment, en direction des consommateurs les appelant à une rationalité dans l'approvisionnement et dans la consommation, en évitant le gaspillage.

PRÉVENTION

Des aliments protecteurs à mettre dans son assiette

Quelques petits aménagements dans nos menus peuvent impacter la santé et peser dans la prévention des cancers, selon les experts. Ces derniers estiment qu'une alimentation variée et équilibrée contribue à réduire les risques de cancer. En effet, certains aliments apportent des composés antioxydants et anti-inflammatoires qui ont un rôle protecteur pour nos cellules. Tandis que d'autres, au contraire, contiennent des composés qui peuvent fragiliser le microbiote et entraîner des anomalies dans la réPLICATION cellulaire. Miser sur des fruits et légumes qui regorgent de nutriments protecteurs : des antioxydants variés (vitamines, polyphénols, caroténoïdes...) qui neutralisent les radicaux libres et des fibres qui renforcent le microbiote intestinal. Bio c'est encore mieux, car selon une étude observationnelle publiée dans la revue JAMA Internal Medicine en 2018, les consommateurs réguliers d'aliments bio auraient moins de risque de développer un cancer. Les produits céréaliers complets ou semi-complets (pain, pâtes, riz, quinoa...) ont l'avantage d'apporter des fibres. En accélérant le tran-

sit, celles-ci limitent le temps de contact entre des substances potentiellement cancérogènes (additifs, pesticides, acrylamide...) et le côlon. Il est ainsi recommandé de manger des céréales complètes tous les jours et des légumes secs (autres graines riches en fibres) au moins deux fois par semaine. Parmi les aliments dont l'effet protecteur est prouvé, les produits laitiers nature (lait, yaourt, fromage) dont la consommation est associée à un moindre risque de cancer colorectal. Probablement parce que le calcium et les probiotiques (pour les produits laitiers fermentés) ont un effet bénéfique sur l'état des muqueuses et l'équilibre du microbiote intestinal. Il est recommandé d'en consommer deux par jour. Il est conseillé de relever les plats avec des épices. Curcuma, paprika, cumin, gingembre, coriandre, curry etc. Les épices sont riches en substances antioxydantes et anti-inflammatoires. Les épices permettent en plus de réduire la consommation de sel dont l'excès est un facteur de risque, probablement parce qu'il favorise l'inflammation au niveau des muqueuses du tube digestif. Il est également recommandé

dé de privilégier les cuissous douces. Les fortes températures entraînent la formation de composés cancérogènes (acrylamide, hydrocarbures aromatiques polycycliques...). Au quotidien, il est donc recommandé de privilégier les cuissous douces (à la vapeur, à l'eau, à l'étouffée) et de réserver les grillades et fritures aux occasions. Attention aussi aux ustensiles de cuisine : contenants en plastique et poêles antiadhésives peuvent relarguer des perturbateurs endocriniens (potentiellement impliqués dans les cancers hormonaux dépendants). Les experts conseillent aussi de cuisiner à l'huile d'olive. Plusieurs études ont montré que le régime méditerranéen réduisait les risques de cancers, notamment colorectal, du sein et de l'estomac. L'un des piliers de ce régime est l'huile d'olive, connue pour prévenir les maladies cardio-vasculaires, mais également intéressante en prévention du cancer. Elle est en effet riche en polyphénols (antioxydants) et contient notamment de l'oléocanthal qui, d'après des études sur l'animal, peut inhiber la prolifération de certaines cellules cancéreuses. Le café et le thé sont également bénéfiques car les grains de café et les feuilles de thé sont très riches en flavonoïdes. Ces boissons contenant de la caféine, il ne faut pas dépasser 3-4 tasses par jour (sans sucre de préférence), et éviter d'en boire en fin de journée. Pas trop chaud ! La consommation régulière de boissons à plus de 65°C augmente le risque de cancer de l'œsophage. Les experts appellent en outre à réduire certaines quantités d'aliments comme les viandes rouges et les charcuteries : pas plus de 500 g de viande rouge et 150 g de charcuterie par semaine. Au-delà, le Circ (Centre international de recherche sur le cancer) a montré un risque augmenté de cancer colorectal. Les aliments ultra-transformés sont pointés du doigt car ils contiennent des additifs, notamment des nitrites (classés cancérogènes probables) et des émulsifiants et édulcorants. Des études scientifiques ont montré un lien entre la consommation de certains de ces additifs et un risque accru de cancer. Il est également conseillé de limiter le sel : pas plus de 5-6 g par jour. En excès, il augmente le risque de cancer digestif et notamment de l'estomac.

R.S

Soudan du Sud

Plus de 450 000 enfants menacés de malnutrition aiguë

Selon l'Unicef, une intensification des affrontements violents depuis le début de l'année 2026 aurait provoqué le déplacement d'au moins 250 000 personnes.

Plus de 450 000 enfants sont exposés au risque de malnutrition aiguë dans l'État de Jonglei, à l'est du Soudan du Sud, en raison de la re-crudescence des violences armées, des déplacements massifs de population et de l'effondrement des services essentiels de santé et de nutrition, a averti l'UNICEF. Selon l'agence onusienne, une intensification des affrontements violents depuis le début de l'année 2026 aurait provoqué le déplacement d'au moins 250 000 personnes, principalement dans les zones nord et centrale de l'État. « Nous sommes extrêmement préoccupés par la situation des femmes et des enfants touchés par ces violents affrontements », a déclaré Noala Skinner, représentante de l'UNICEF au Soudan du Sud. « Ces régions enregistrent déjà parmi les taux de malnutrition infantile les plus élevés, et un enfant malnutri non traité a 12 fois plus de risques de mourir », a-t-elle averti. Face à cette situation, l'UNICEF a lancé un appel pressant à l'arrêt des violences. « Nous appelons d'urgence toutes les parties à cesser les hostilités et à garantir un accès rapide, libre et sûr à l'aide humanitaire et aux travailleurs humanitaires afin qu'ils puissent atteindre les populations déplacées extrêmement vulnérables », a souligné Skinner. L'accès à l'aide humanitaire reste toutefois fortement entravé. Les organisations humanitaires rencontrent de grandes difficultés pour atteindre les populations dans le besoin, en raison des restrictions de déplacement par voie fluviale, aérienne et routière. Six comtés de l'État de Jonglei sont déjà en rupture de stock, ou sur le point de l'être, d'aliments thérapeutiques, indispensables au traitement de la malnutrition sévère chez les enfants. À l'échelle nationale, l'UNICEF a recensé la fermeture de 17 établissements de santé à cause des conflits armés, entraînant la suspension des services de nutrition qui y étaient associés. Dix cas de pillage de fournitures sanitaires

et nutritionnelles ont également été signalés, dont cinq dans l'État de Jonglei. Malgré ces contraintes, l'UNICEF poursuit ses interventions d'urgence. L'agence a déjà acheminé du matériel de purification de l'eau, des seaux et du savon dans le comté de Duk, où une épidémie de choléra menace. Des fournitures

ont également été envoyées dans le comté d'Akobo, incluant des traitements contre le paludisme, des aliments thérapeutiques pour les enfants malnutris et des kits de santé d'urgence destinés à prendre en charge plus de 10 000 personnes.

In Agence Anadolu



Espagne

Santander annonce l'acquisition de la banque américaine Webster Bank

Le géant bancaire espagnol Banco Santander a annoncé mardi « avoir conclu un accord en vue d'acquérir » son homologue américaine Webster Bank pour 12,2 milliards de dollars, soit 10,3 milliards d'euros au taux actuel, dans le but de se renforcer sur le marché américain. Cette opération inattendue, « équivalente à environ 4% des actifs de Santander », « donnera naissance à une banque plus solide et plus compétitive pour les clients », s'est félicité le groupe bancaire espagnol dans un communiqué, paru à la veille de la publication de ses résultats annuels 2025.

Les analystes attendent d'ores et déjà un nouveau bénéfice net record pour Santander, ce qui serait le quatrième consécutif, dans un secteur en pleine forme. L'acquisition de Webster Bank, banque fondée en 1935, « accroît de manière significative la taille de Santander, sa base de dépôts et ses capacités aux Etats-Unis », a ajouté dans son communiqué l'établissement bancaire espagnol, qui compte environ 200.000 employés et près de 180 millions de clients dans le monde. Les deux banques n'ont pas précisé à ce stade quand l'opération financière serait finalisée. En attendant, « Santander et Webster continueront à fonctionner comme deux entreprises distinctes, et il n'y aura aucun changement concernant les comptes clients Santander ou Webster, l'accès aux agences ou les services au quotidien », a indiqué le géant espagnol.

CHUTES DE NEIGE AU JAPON 35 morts et des centaines de blessés

Des chutes de neige d'une abondance exceptionnelle dans le nord du Japon ont causé la mort d'au moins 30 personnes et plus 350 blessés, selon des informations rapportées mercredi par les

médias locaux. L'Agence japonaise de gestion des incendies et des catastrophes a indiqué que le bilan humain continue de s'alourdir depuis le début des importantes chutes de neige le 20 janvier, a rapporté la chaîne publique NHK. La préfecture de Niigata a enregistré le plus grand nombre de décès, avec 12 morts, suivie d'Akita (sept), de Yamagata (cinq), ainsi que de Hokkaido et d'Aomori, qui ont chacune signalé quatre décès. La préfecture d'Iwate a également fait état de quatre morts, tandis que la ville Nagano et Shimane ont confirmé un décès, chacune.

Selon les autorités, la majorité des victimes ont perdu la vie à la suite de glissements de terrain et d'accidents liés à la neige. Au total, 358 personnes ont été blessées à travers le pays, dont des cas graves et légers. Les services mé-

téorologiques ont averti que les fortes chutes de neige devraient se poursuivre jusqu'au week-end. Jusqu'à 4,5 mètres de neige se sont accumulés au sol dans des zones isolées du département d'Aomori au Japon. Le nord-est de l'archipel a été frappé par des chutes de neige colossales depuis le 20 janvier. La première ministre Sanae Takaichi a tenu mardi une réunion extraordinaire du gouvernement pour demander aux ministres de tout mettre en œuvre pour protéger les vies humaines. Le principal porte-parole du gouvernement japonais a par ailleurs mis en garde contre une hausse des températures, susceptible d'entraîner une fonte des neiges, d'accroître le risque de glissements de terrain et de rendre les routes glissantes, exposant davantage les habitants à de nouveaux dangers.

Collision entre un bateau de migrants et les garde-côtes 15 morts en Grèce

Au moins 14 personnes sont mortes après la collision entre un hors-bord transportant des migrants et un patrouilleur des garde-côtes grecs au large de l'île de Chios, ont annoncé les autorités locales mardi soir.

L'incident s'est produit mardi soir près de la plage de Migrini, à Chios. Les équipes de secours ont repêché 14 corps après la collision, a rapporté la chaîne de télévision publique ERT, citant les garde-côtes grecs. Des migrants blessés, dont sept enfants et deux femmes enceintes, ont été hospitalisés. Deux membres des garde-côtes ont également été hospitalisés : une agente souffrant d'une commotion cérébrale et un agent présentant une blessure à un membre supérieur, selon la même source. Par ailleurs, quatre migrants seraient dans un état critique, souffrant de graves blessures, notamment une rupture du foie, un pneumothorax, une rupture de la rate et des traumatismes crâniens sévères. À la suite de l'incident, les autorités grecques ont lancé une importante opération de recherche et de sauvetage, mobilisant un bateau privé avec des plongeurs civils et un hélicoptère militaire équipé de caméras thermiques. Le ministère grec de la Défense a confirmé le déploiement d'un hélicoptère Super Puma de l'armée de l'air pour appuyer les opérations de secours.



L-1 Mobilis (17e journée)

Akbou et le CSC bousculent la hiérarchie

Le coup d'envoi de la 17e journée de Ligue 1 Mobilis a été marqué par les performances convaincantes de l'Olympique Akbou et du CS Constantine, auteurs de victoires déterminantes qui leur permettent de se positionner provisoirement comme les principaux challengers du MC Alger. En déplacement à Oran ou à domicile face à Mostaganem, les deux formations ont affiché caractère, réalisme et efficacité dans des rencontres où la moindre erreur pouvait coûter cher.

A Oran, l'Olympique Akbou a livré un match d'une grande maturité. Soumis à la pression constante du MC Oran, les coéquipiers de Sediri ont résisté avec rigueur, s'appuyant sur un bloc compact et une bonne lecture du jeu. Le nouveau staff technique, emmené par Kamel Guerbi, semble avoir rapidement trouvé ses repères, insufflant à l'équipe une identité basée sur la discipline et l'efficacité. Après avoir contenu les assauts oranais durant une grande partie de la rencontre, l'OA a frappé au moment idéal. À huit minutes de la fin du temps réglementaire, Sediri a exploité une opportunité pour inscrire l'unique but du match, offrant à son équipe trois points capitaux. Ce succès en déplacement confirme les grandes ambitions du club de la Soummam, désormais solidement installé dans le haut du classement et plus que jamais candidat à une place de choix en fin de saison.

Akbou surprend, Constantine assure dans la douleur

Pour le MC Oran, cette nouvelle contre-performance complique la situation. Les Rouge et Blanc stagnent à la 9e position avec 23 unités, sans parvenir à trouver la régularité nécessaire pour jouer les premiers rôles. Une situation préoccupante pour un club qui espérait mieux à ce stade de la compétition. De son côté, le CS Constantine a également réussi une belle opération, même si la tâche s'est révélée plus ardue que prévu. Face à une équipe de l'ES Mostaganem accrocheuse et déterminée, les Sanafir ont ouvert le score par Benchaïra à la 24e minute, prenant logiquement l'avantage. Mais la réaction des visiteurs ne s'est pas fait attendre, Benali remettant les pendules à l'heure à la 55e minute.

Ce but a redonné espoir à l'ESM, qui a longtemps cru repartir avec un point précieux. Toutefois, le CSC a refusé de céder. Poussés par leur public, les Constantinois ont accentué la pression jusqu'à être récompensés dans les dernières secondes grâce à Derradj, auteur du but de la délivrance. Ce succès permet au CS Constantine de rejoindre l'Olympique Akbou à la deuxième place du classement, tandis que l'ES Mostaganem demeure avant-dernière avec douze points seulement, accusant un retard inquiétant sur le Paradou AC. Une situation critique qui place le club sous une forte menace de relégation. Enfin, plusieurs rencontres de cette journée ont été ajournées en raison des engagements africains de la JS Kabylie et du MC Alger en Ligue des champions, ainsi que de l'USM Alger et du CR Belouizdad en Coupe de la Confédération, dont les échéances continentales sont prévues le week-end prochain.

H.M.



Coupe de Boxe du Roi de Jordanie

L'Algérie décroche 5 médailles, dont 2 en Or

La sélection algérienne (Juniors/Garçons) de boxe a décroché cinq médailles (2 Or et 3 Bronze) à la première édition de la Coupe du Roi de Jordanie, clôturée mardi soir à Amman. Les médailles d'or algériennes ont été l'œuvre de Ryad Belhidouche (50 kg) et Abdelmadjid Houari (80 kg), au moment où leurs compatriotes Abderraouf Redouani (60 kg), Billel Lezzoul (65 kg) et Moncef Benma-

zouz (65 kg) se sont contentés du bronze. L'Algérie a participé à cette compétition avec un total de sept pugilistes, dont deux n'ont pas pu prétendre au podium, car ayant vu leur aventure s'arrêter au stade des quarts de finale. Il s'agit d'Ismaïl Sahraoui (55 kg) et M'Hamed Chabni (70 kg). Les jeunes boxeurs algériens étaient encadrés en Jordanie par les entraîneurs Ibrahim Bourenane et Abdelhalim Oura-

di, alors que le vice-président de la Fédération (FAB), Omar Krouti, y avait fait office de chef de délégation. Cette compétition s'inscrit dans le programme de préparation des jeunes pugilistes algériens en prévision des prochaines échéances internationales, notamment, les Mondiaux 2026 de la catégorie, prévus en Thaïlande, et les Jeux olympiques de la jeunesse (JOJ-2026), prévus au Sénégal.

ATHLÉTISME (2E JOURNÉE- ELITE)

La catégorie U18 finalement autorisée à participer

Les athlètes de la catégorie U18 ont été finalement autorisés à participer à la 2e Journée-Elite d'athlétisme, prévue vendredi prochain, au SATO du Stade 5-Juillet, et qui était initialement ouverte uniquement aux seniors et aux moins de 20 ans, a annoncé mardi la Fédération algérienne (FAA).

Le nombre des athlètes relevant de la catégorie des moins de dix-huit ans sera cependant «réduit» et ne pourra s'engager que dans des spécialités limitées, a-t-on détaillé de même source.

Plusieurs épreuves de course, de lancer et de saut sont inscrites au programme de cette compétition, que les organisateurs espèrent tout aussi fructueuse que la précédente.

En effet, la 1ere Journée- Elite, disputée le 23 janvier dernier, avait permis à l'athlète Ismaïl Benhammouda d'établir un nouveau record national du 5000 mètres/marche chez les seniors/messieurs, avec un chrono de 18 minutes et 57 secondes. L'ancien record était détenu par ce même Ismaïl Benhammouda, en 19:26.81, établi le 18 mai 2025, pendant le Championnat de France interclubs Elite, disputé à Clermont-Ferrand.

Santos FC

Brahimi rebondit au Portugal

Annoncé avec insistance du côté du Havre ces dernières semaines, Billal Brahimi a finalement pris une autre direction. L'ailier algérien de 25 ans s'est officiellement engagé avec Estrela da Amadora sous la forme d'un prêt jusqu'à la fin de la saison européenne, quittant ainsi Santos FC où son aventure n'a jamais véritablement décollé. Arrivé au Brésil en septembre 2025 en provenance de l'OGC Nice, Brahimi était perçu comme une opportunité de marché par les dirigeants santistes. Mais très vite, le joueur s'est retrouvé en dehors des plans de son entraîneur Juan Pablo Vojoda. Malgré sa volonté initiale de s'imposer et de gagner du temps de jeu, la situation est restée inchangée au début de l'année 2026 : aucune convocation, aucune minute disputée. Au total, l'international algérien n'a cumulé qu'une vingtaine de minutes depuis son arrivée à Santos.

Face à ce constat, le club brésilien a de nouveau autorisé le joueur à se trouver un point de chute. C'est finalement lors des dernières heures du mercato portugais que le dossier s'est débloqué. Estrela da Amadora a officialisé l'accord le 30 janvier, confirmant un prêt de six mois assorti d'une option d'achat. Une solution qui permet à toutes les parties de souffler, alors que le salaire élevé du joueur pesait également dans la balance côté Santos.

Pour Brahimi, ce retour en Europe sonne comme une opportunité de renaissance. Dans un championnat portugais réputé pour mettre en valeur les profils offensifs, l'ailier espère retrouver rythme, confiance et visibilité. À quelques mois de la fin de son contrat avec Santos, cette pige à Estrela pourrait bien être décisive pour la suite de sa carrière — et pour rappeler qu'il reste un joueur capable de faire des différences lorsqu'on lui accorde du temps et de la confiance.



USM El Harrach

L'AGO, le 10 février

L'USM El Harrach, sociétaire du Groupe Centre-Ouest de Ligue 2 amateur de football, a annoncé mardi soir, qu'il tiendra son Assemblée Générale Ordinaire (AGO) le 10 février, et lors de laquelle il procédera à l'installation des commissions de candidature et de recours, pour préparer l'Assemblée Générale Elective (AGE), destinée à désigner un nouveau président au club.

Parmi les principaux points qui seront à l'ordre du jour de cette AGO, la présentation des bilans moraux et financiers du président démissionnaire Sofiane Touahria, qui avait rendu le tablier le 24 octobre dernier, estimant que les conditions ne lui permettaient plus de travailler sereinement. Fin novembre 2025, le club avait commencé à préparer une première Assemblée Elective, mais même après avoir attendu plusieurs jours, la commission de candidatures n'avait reçu aucun dossier pour la succession de Touahria. Une impasse qui avait conduit à l'installation d'un directoire, pour gérer les affaires courantes du club au cours des deux derniers mois, avant de procéder à la préparation de cette deuxième AGE.

L'USMH occupe actuellement la deuxième place au classement général du Groupe Centre-Ouest de la Ligue amateur, avec 35 points.

Il compte six longueurs de retard sur l'actuel leader, la JS El Biar (41 pts), mais ne désespère pas de jouer l'accession en Ligue 1 Mobilis.

LIQUE NATIONALE DE BASKET AMATEUR

L'AG constitutive le 14 février

L'Assemblée générale constitutive de la Ligue nationale de basket-ball amateur (LNBB) aura lieu le samedi 14 février à 9h30 à Staoueli (Alger), a annoncé mardi la Fédération algérienne (FABB).

Plusieurs points seront à l'ordre du jour de cette assemblée constitutive entre autres l'adoption des statuts de la Ligue nationale de basket-ball amateur ainsi que l'élection des membres du bureau exécutif de la nouvelle instance de basket-ball. La Ligue nationale de basket-ball (LNBB) est chargée de l'organisation, de la gestion et du contrôle des compétitions nationales de basket-ball amateur placées sous sa responsabilité, conformément aux textes en vigueur.

Dans ce cadre, la LNBB veille à garantir les conditions matérielles, organisationnelles et sécuritaires nécessaires au bon déroulement des compétitions.

Inter Miami

Un club argentin déroule le tapis rouge à Messi

Alors que Lionel Messi brille toujours sous les couleurs de l'Inter Miami, une question agite déjà les passionnés : l'icône argentine pourrait-elle finir sa carrière là où tout a commencé ? Derrière cette hypothèse, un club historique s'active en coulisses pour offrir à Lionel Messi un retour chargé d'émotions, mêlant ambition sportive, héritage sentimental et projet structurant susceptible de bouleverser le football argentin. Lionel Messi continue d'impressionner sur les pelouses nord-américaines et confirme que le temps n'a rien à faire avec son influence sportive. Lors de sa dernière saison avec l'Inter Miami, Lionel Messi a affiché des statistiques remarquables avec 29 buts et 19 passes décisives en 28 rencontres de Major League Soccer. Ces performances ont permis à Lionel Messi de s'imposer comme l'élément central du sacre de la franchise floridienne, consolidant encore davantage son statut de référence mondiale. Malgré son âge avancé, Lionel Messi reste au cœur de nombreux projets sportifs et marketing. Plusieurs clubs suivent attentivement la situation contractuelle de Lionel Messi, attirés par son rendement sportif et son impact économique. Récemment, le président d'Al-Ittihad a tenté de convaincre Lionel Messi de rejoindre la Saudi Pro League avec une proposition financière colossale. Toutefois, Lionel Messi a décliné cette approche, laissant planer le doute sur ses motivations

futures et alimentant les spéculations autour d'un éventuel retour en Argentine.

Le projet ambitieux de Newell's Old Boys

Dans ce contexte, Newell's Old Boys apparaît comme un prétendant inattendu mais crédible pour Lionel Messi. Le club de Rosario, où Lionel Messi a effectué ses premiers pas dans le football, souhaite bâtrir un projet capable de séduire la star argentine. Selon le média argentin TN, les dirigeants de Newell's Old Boys multiplient les initiatives pour convaincre Lionel Messi de revenir dans son club de cœur, misant sur l'attachement émotionnel du joueur à sa ville natale. Le vice-président du club, Juan Manuel Medina, a confirmé publiquement l'ambition de Newell's Old Boys concernant Lionel Messi. Il a ainsi déclaré : « Nous travaillons pour que Leo joue à Newell's dès le premier semestre de 2027 ». Cette déclaration illustre la détermination du club argentin à construire une stratégie globale destinée à accueillir Lionel Messi dans des conditions sportives et institutionnelles favorables. Pour concrétiser cette ambition, Newell's Old Boys envisage un projet dépassant le cadre purement sportif autour de Lionel Messi. D'après le média, repris par Foot Mercato, les autorités locales, régionales et les instances du football argentin seraient impliquées afin de moderniser les infrastructures et proposer à Lionel Messi un

Abientôt 39 ans, Lionel Messi continue d'écrire l'histoire du football mondial tout en alimentant les fantasmes autour de sa future destination.



environnement compétitif capable de rivaliser avec les standards internationaux. Cette mobilisation générale souligne l'impact que représenterait le retour de Lionel Messi pour le football sud-américain. Cependant, le principal obstacle demeure financier. Lionel Messi perçoit actuellement un salaire estimé à 12 millions d'euros annuels hors primes avec l'Inter Miami, où son contrat court jusqu'en 2028. Newell's Old Boys ne peut rivaliser avec de telles ressources économiques.

COUPE DE FRANCE

L'OM bat Rennes et passe

Pas vraiment guéri, tout au plus convalescent, l'OM s'est tout de même offert une respiration au milieu d'une période pénible en battant Rennes 3-0 mardi au Stade Vélodrome et en se qualifiant pour les quarts de finale de la Coupe de France. Au bout d'un match qui a souvent été d'une grande pauvreté technique, la meilleure équipe a gagné, assez nettement, car si l'OM ne va pas très fort, Rennes a semblé encore plus mal en point. Pour Marseille, la Ligue des champions est terminée depuis le naufrage de Bruges il y a une semaine et rien ne sera facile en championnat, où ses poursuivants sont tout près et où ceux qui le précèdent sont déjà loin. Mais il reste donc la Coupe de France, devenue de facto un objectif prioritaire de la saison, même si elle l'est chaque année depuis 1989, date du dernier sacre olympien dans l'épreuve. Le succès de mardi, obtenu sans encaisser de but, une vraie rareté dans la saison marseillaise, offre donc aux hommes

de Roberto De Zerbi un quart de finale et, peut-être surtout, un peu de relative sérénité avant d'aller défier le Paris SG dimanche dans la capitale. Car après une semaine de stress et de grande confusion dans la foulée de l'élimination en Ligue des champions, les Marseillais pouvaient redouter un accueil très hostile au Vélodrome. Ils ont finalement été reçus sous quelques sifflets et ont eu de la lecture avec de nombreuses banderoles déployées dans les deux virages (par exemple +Après la honte et le dégoût, Coupe de France obligatoire !!!+ côté Nord). Mais l'atmosphère était loin d'être irrespirable.

Place au PSG

Surtout, l'équipe de De Zerbi a eu la bonne idée de commencer le match avec un but d'avance. Après à peine plus de 60 secondes en effet, Amine Gouiri a ouvert le score, servi par Timothy Weah après un immense ca-

deau de Quentin Merlin, un ancien de la maison (1-0, 2e). L'OM aurait pu construire sur cette belle première pierre, mais très vite, quelques séquences cafouillées ont montré que même quand il mène, l'OM n'est vraiment pas serein en ce moment. Au bout du compte, seul Gouiri a encore inquiété Brice Samba (16e) avant la pause, mais Rennes n'a pas fait beaucoup plus, avec deux tentatives timides de Mousa al-Tamari quand l'équipe de Habib Beye s'est enfin décidée à monter d'un cran son massif 5-4-1. L'idée de jeu rennaise était alors assez difficile à lire et les affaires bretonnes ne se sont pas arrangées au retour des vestiaires avec un copier-coller du début de match : au bout de 35 secondes de jeu, Mason Greenwood a en effet marqué le but du 2-0, servi par Gouiri au milieu d'une défense adverse au placement pire qu'approximatif (46e).

COPA DEL REY

le Barça dans le carré d'or

Le FC Barcelone, tenant du titre, a évité mardi le piège d'Albacete (2-1), club de deuxième division qui venait d'éliminer le Real Madrid, et s'est qualifié pour les demi-finales de la Coupe du Roi.

Le club catalan, leader de Liga, a mis fin au rêve des locaux grâce à deux buts inscrits par le prodige Lamine Yamal (39e, 1-0) et le défenseur uruguayen Ronald Araujo, de retour comme titulaire et capitaine après avoir pris une pause pour préserver sa santé mentale fin 2025 (56e, 2-0).

Albacete avait réduit le score en fin de match sur un coup de tête de Javi Moreno (86e, 2-1) et aurait pu pousser le Barça en prolongation sans un sauvetage sur sa ligne de Gerard Martin (90e+2).

Les autres billets pour le dernier carré se joueront mercredi entre Alavés et la Real Sociedad, Valence et l'Athletic Bilbao, puis jeudi entre le Betis Séville et l'Atlético Madrid.



Coupe du monde 2026

Infantino vent debout contre le boycott

Face à la grogne qui monte en Europe, Gianni Infantino a choisi l'offensive. Alors que des responsables politiques, notamment en Allemagne, agitent la menace d'un boycott de la coupe du monde pour protester contre la politique de Donald Trump, le président de la FIFA dénonce une posture contre-productive, dans un entretien à Sky News.

«Je suis contre les interdictions comme contre les boycotts. Ils n'apportent rien... ils ne font que contribuer à davantage de haine», a martelé le dirigeant italo-suisse. Pour lui, le football ne doit pas

être le bouc émissaire des tensions diplomatiques. Pointant du doigt l'hypocrisie de certains critiques, il s'est fendu d'une comparaison directe avec le monde des affaires : «Est-ce que quelqu'un demande que le Royaume-Uni cesse de commercer avec les États-Unis ? Non. Alors pourquoi le football ?»

L'un des points les plus inflammables de cet entretien reste le soutien indéfectible d'Infantino à Donald Trump. Malgré les récents drames liés à la police de l'immigration (ICE) à Minneapolis et une politique migratoire qui inquiète les suppor-

ters du monde entier, la FIFA maintient son cap.

Le président de la fédération internationale a ainsi défendu sa décision d'octroyer au président américain le tout premier «Prix de la Paix de la FIFA». Un titre qui semble, selon lui, couler de source : «Objectivement, il le mérite».

Infantino salue les efforts de Trump pour mettre fin à certains conflits depuis son retour aux affaires en 2025, affirmant que le football doit soutenir tout ce qui aide à la paix mondiale, même si cette proximité assumée fait grincer des dents jusqu'au sein de son propre cercle,

son prédécesseur Sepp Blatter ayant lui-même conseillé d'éviter le sol américain cet été.

LES MOTS CROISÉS

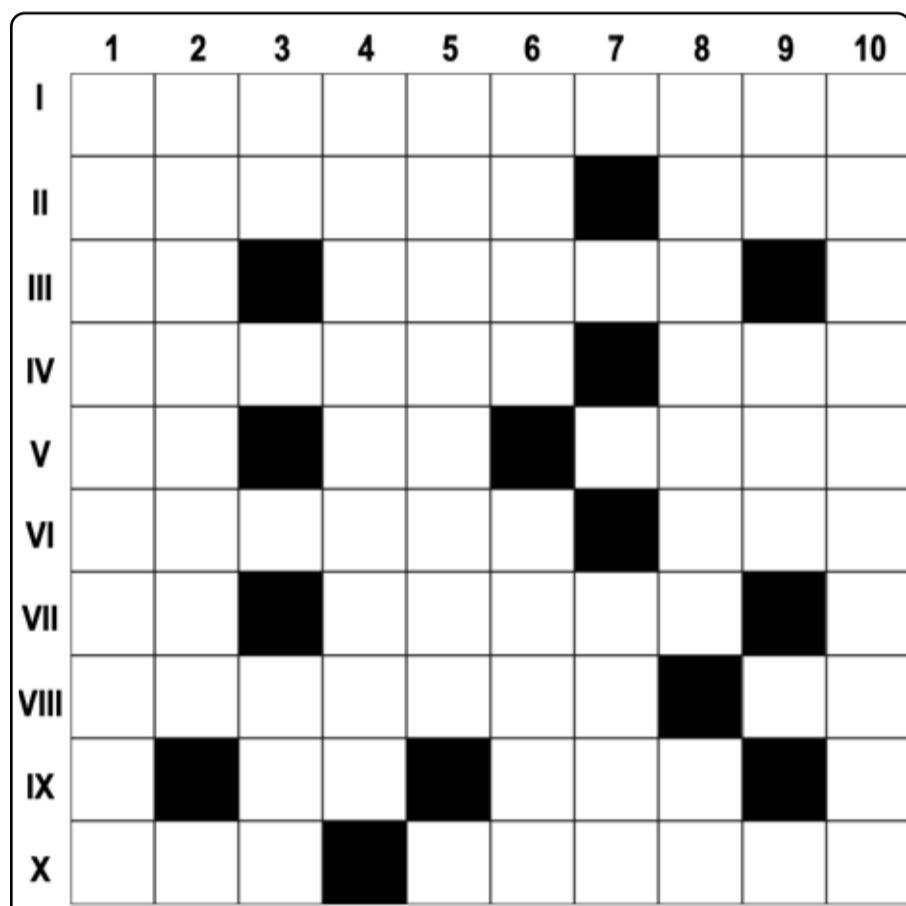
LES MOTS FLÉCHÉS

HORIZONTALEMENT

I. Déremboursé à tout-va par les temps qui courent. II. Essentiel pour un bon diagnostic. Exprime l'indifférence. III. Article. Versée depuis peu au médecin qui exerce en zone sous-médicalisée. IV. Un lieu d'exercice pour médecins haut gradés. Un vaccin administré au cabinet. V. Non communiqué. Grand dieu. Princesse de Kiev. VI. Elle stridule dans tout le bassin méditerranéen. Parti politique. VII. Vieille langue. Col des Alpes. VIII. Ses patients sont morts, mais il les soigne quand même. Etat idéal pour un examen clinique. IX. Conifère. Attendri. X. Chevalier en jupons. Maladie humaine à qui l'on donne parfois des noms d'oiseaux.

VERTICIALEMENT

1. Ça n'est pas une dépression passagère. 2. Illégal pour le médecin marron. 3. Accord russe. Alcool. 4. Quand il est médical, c'est une nécessité absolue d'agir. 5. Une base alimentaire que tout médecin doit conseiller. 6. On en met dans la tisane...ou dans le pastis. Greffer. 7. Mousse. 8. Stupéfiant. A l'entendre, il est riche. 9. Volonté enfantine. Ces produits sont-ils bons pour la santé ? 10. Un autre nom pour le médecin.



MOTS MÊLÉS

Le mot-mystère est :
espérance

ADDITIF	COSTAUD	MESQUIN	REVEILLON	TESSON
ARCHIPEL	COTON	MORDANT	SAPIN	TOCSIN
BIELLE	DECORER	MURMURE	SAVON	TORDU
BLAQUE	DIVISER	MYTHE	SKIEUR	TOTEM
BLANC	GLOBAL	NEIGE	STATION	VIVRE
CADEAU	JUGER	QUESTION	TAQUIN	VOLONTE



SUDOKO

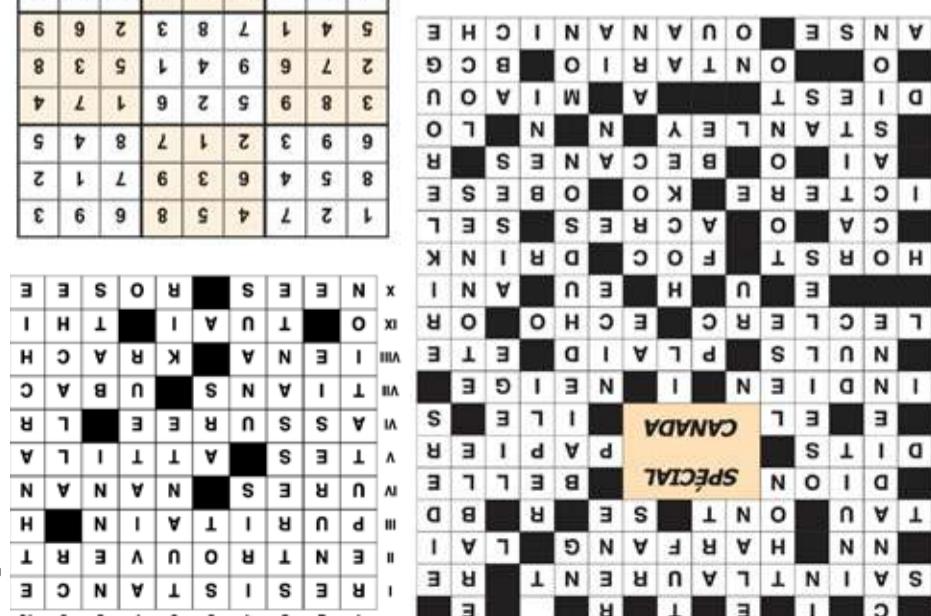
5			2				4		
7	6	5	8	9	4	3	2	1	
5	4	1	7	8	3	2	6	9	
2	7	6	9	4	1	5	3	8	
3	8	9	5	2	6	1	7	4	
6	9	3	2	1	7	8	4	5	
8	5	4	6	3	9	7	1	2	
1	2	7	4	5	8	6	9	3	
5	9								
4									

SUDOKO

LES MOTS CROISÉS

4	3	8	1	6	2	9	5	7
9	1	2	3	7	5	4	8	6
7	6	5	8	9	4	3	2	1
5	4	1	7	8	3	2	6	9
2	7	6	9	4	1	5	3	8
3	8	9	5	2	6	1	7	4
6	9	3	2	1	7	8	4	5
8	5	4	6	3	9	7	1	2
1	2	7	4	5	8	6	9	3

SOLUTION LES MOTS FLÉCHÉS



Cinéma et mémoire nationale

« Ahmed Bey », l'épopée du dernier bey de Constantine

À quelques jours de son avant-première à Alger, le long-métrage consacré à Ahmed Bey retrace le parcours du dernier souverain du Constantinois, figure majeure de la résistance aux premières offensives coloniales. Entre fidélité historique, ambition artistique et volonté de transmission, le film entend redonner visibilité à une page charnière de l'histoire algérienne.

NASSIM TERKI

Le cinéma algérien s'apprête à dévoiler un nouveau long-métrage consacré à l'une des figures majeures de la résistance du début de la conquête coloniale. Après de nombreux films dédiés à Krim Belkacem, Amiroche, Ben Boulaïd, Zighout Youcef ou, plus en amont, à Messali Hadj et Ben Badis, c'est désormais Ahmed Bey, dernier bey de Constantine, qui est porté à l'écran. L'avant-première est annoncée pour le 20 février à Alger, tandis qu'une projection anticipée aura lieu le 16 février au Palais-Zénith de Constantine, qui porte son nom.

Né en 1786 dans l'antique Cirta, Ahmed Bey était l'ultime représentant de l'autorité ottomane dans le Constantinois. Sa lignée avait déjà exercé le pouvoir, son grand-père paternel avait gouverné la région de 175 à 1771, un territoire alors étendu de la Méditerranée jusqu'aux confins du désert. Sa mémoire, entretenu dans la poésie et la chanson populaires, garde une place importante dans la culture constantinoise.

L'histoire officielle retient notamment son refus de la domination française. Après deux assauts successifs de l'armée coloniale, la ville de Constantine tombe en octobre 1837 au terme de violents combats. Malgré la pression des officiers comme Clauzel ou Bugeaud, Ahmed Bey refuse toute capitulation. Il consigne une par-

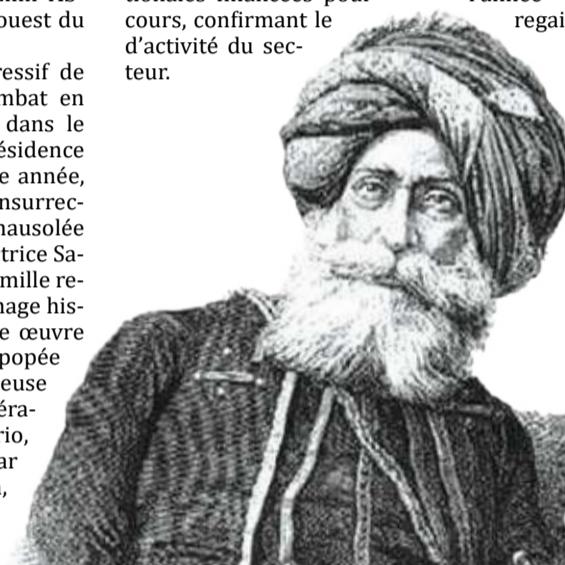
tie de son parcours dans des mémoires, tandis que son palais demeure aujourd'hui l'un des monuments les plus visités de la ville.

Contrairement à d'autres dignitaires ottomans, tel le dey Hussein qui avait signé sa reddition en 1830 avant de s'exiler, Ahmed Bey choisit la poursuite du combat. Il trouve refuge auprès de tribus réfractaires, puis dans les monts des Aurès, et continue à se joindre aux soulèvements locaux. Le film revient sur ces épisodes, dans un contexte où l'Émir Abd el-Kader menait la résistance dans l'ouest du pays.

Avec l'âge et l'affaiblissement progressif de ses forces, Ahmed Bey cesse le combat en juin 1850 alors qu'il est retranché dans le massif des Aurès. Placé ensuite en résidence surveillée à Alger, il y meurt la même année, peu avant qu'un nouveau cycle d'insurrections n'éclate. Il est inhumé près du mausolée de Sidi Abderrahmane. Pour la productrice Samira Bensouda Hadj Djilani, dont la famille revendique une filiation avec le personnage historique, le film est conçu comme une œuvre nécessaire. Il s'agit, dit-elle, d'une épopée visant à transmettre « une page glorieuse de notre pays que les nouvelles générations doivent connaître ». Le scénario, signé Rabah Dhrif, est mis en scène par le réalisateur iranien Djamel Chorgeh, qui reconstitue le parcours d'un dirigeant marqué par « son courage et sa bravoure ».

Le casting réunit plusieurs comédiens algériens, Karim Boudechiche incarne le résistant, aux côtés de Djamel Aouane, Rym Ghazali et Mohamed Tahar Zaoui. Gérard Depardieu y tient également un rôle, apportant un supplément de visibilité à la production.

« Ahmed Bey » s'inscrit dans une dynamique plus large de relance du septième art en Algérie. Le ministère de la culture a récemment annoncé une nouvelle série de productions nationales financées pour l'année en cours, confirmant le regain d'activité du secteur.



Littérature algérienne

Bélaïd Abane publie un olivier au clair de lune

Paru en octobre 2025 aux éditions La Pensée, Un olivier au clair de lune, le nouveau roman de Bélaïd Abane, s'inscrit dans la continuité d'une œuvre largement ancrée dans l'histoire nationale et les transformations sociales qui ont marqué le pays. Proposé au prix de 1 200 DA, l'ouvrage vient enrichir une bibliographie reconnue pour sa rigueur documentaire et son attachement à la mémoire collective. L'auteur rencontrera ses lecteurs lors d'une vente-dédicace organisée samedi 7 février à partir de 14 heures, à la librairie des Beaux-Arts, au 28 rue Didouche-Mourad à Alger.

Le roman repose sur une matière historique nourrie par les travaux que Bélaïd Abane a publiés ces deux dernières décennies. L'intrigue met en scène une série de personnages dont plusieurs figures féminines se distinguent, porteuses de trajectoires révélant les tensions

et les aspirations d'une société en pleine mutation, à l'épreuve de la guerre. La fiction, ici, sert de cadre pour éclairer un contexte historique dense. L'auteur plante le décor à travers une atmosphère de pressentiment et d'inquiétude : « Tout cela était prévisible. Depuis des lunes, il se passait des choses bien mystérieuses. Des chuchotements incessants ; des hommes à l'allure étrange, avares de civilités, se faufilant dans les venelles d'Izra ; des cailloux lancés sur les toits, on ne savait d'où, ni par qui, tel un mauvais sort jeté à la destinée des hommes... »

Des voix apeurées emplissant les venelles, prophétisant toutes la révolte inéluctable... en murmurant : Nos libérateurs sont à l'œuvre. Ils vont chasser les infidèles de notre terre ». L'ouvrage a suscité de nombreux commentaires dans la presse nationale. Aomar Mohellebi, dans L'Expression, évoque « un

très beau roman, d'une écriture puissante, dont se délecte le lecteur de bout en bout ». Pour Mokrane Gacem (Le Matin d'Algérie), le texte se distingue par « une écriture limpide, trempée dans la culture locale, qui submerge d'émotion ». Youcef Merah (Le Soir d'Algérie) souligne « une plongée socio-anthropologique » dont la justesse donne « l'impression de lire l'histoire de sa propre famille ». Professeur de médecine à la retraite et politologue diplômé de l'Institut d'études politiques, Bélaïd Abane consacre depuis plus de trente ans ses travaux à l'histoire politique du mouvement national et de la guerre de libération. Né en Haute-Kabylie, à Azouza, un village transformé en regroupement durant la guerre, il inscrit son écriture dans une mémoire familiale marquée par l'engagement et la violence du conflit. Cette expérience confère au roman une densité particulière.

Yasmina Khadra plaide pour une réconciliation des jeunes avec la lecture

L'université Aboubakr-Belkaïd de Tlemcen a accueilli, mardi, Mohamed Moulessehoul, plus connu sous son nom de plume Yasmina Khadra, pour une rencontre consacrée au thème : « Le roman comme conscience du monde arabe et universel ». Devant les étudiants, l'écrivain a défendu avec insistance l'idée que l'amour des livres doit se transmettre tôt, « dès le plus jeune âge », pour offrir aux enfants un socle linguistique solide et les préparer à l'écriture.

L'auteur a décrit une génération prise entre des sollicitations permanentes et une littérature reléguée au second plan. Il note que le recul de la lecture n'est pas un phénomène isolé mais s'inscrit dans un bouleversement plus large provoqué par les réseaux sociaux et leur rythme fragmenté. Pour lui, il revient aux écrivains de proposer des récits qui puissent parler aux plus jeunes, nourrir leurs idées et éveiller leur sensibilité. Yasmina Khadra a également appelé les universités à multiplier les rendez-vous avec les auteurs, convaincu que ces échanges di-

rects peuvent créer un lien durable entre les étudiants et la création littéraire. Il a annoncé, par ailleurs, travailler à un ouvrage destiné aux enfants, expliquant qu'il adapte vocabulaire et notions pour « transmettre son message de manière claire et accessible ». À la marge de la rencontre, une séance de vente-dédicace a permis aux étudiants de découvrir ou redécouvrir près de vingt-quatre titres de son œuvre, dans un moment où le dialogue avec le public semblait prolonger le propos central de l'auteur, « faire circuler les histoires »,

Miliana

Un classement arabe qui consacre la valeur de son patrimoine

En déplacement dans la wilaya d'Aïn Defla, la ministre de la culture et des arts, Malika Bendouda, a mis en avant, lundi, l'importance de tirer parti du récent classement de la ville de Miliana au registre du patrimoine architectural et urbain arabe de l'Organisation arabe pour l'éducation, la culture et les sciences (ALECSO).

Au terme d'une visite de travail conduite aux côtés du wali, la ministre a évoqué une décision qui, selon elle, représente « une reconnaissance arabe de sa valeur civilisationnelle et symbolique ». Elle a souligné que la nouvelle étape doit consister en « la valorisation de ce classement sur le terrain et la mise en exergue de l'héritage urbanistique et culturel de la ville, à travers le lancement d'activités et de projets qualitatifs ».

La délégation s'est rendue au siège du Califat de l'Émir Abd el-Kader (Dar El Amir), où Mme Bendouda a supervisé la remise aux autorités locales de l'emblème attestant de l'inscription de Miliana dans le secteur sauvegardé de l'ALECSO. Le monument, récemment restauré, a fait l'objet d'une visite détaillée.

La ministre a également inauguré le musée national de Miliana, dont l'ouverture intervient après un réaménagement complet. Elle a salué la participation active des habitants à l'enrichissement des collections par des pièces archéologiques et des manuscrits, un geste qu'elle considère comme « reflétant l'esprit d'appartenance et de responsabilité envers le patrimoine ».

La tournée a conduit la délégation au mausolée de Sidi Ahmed Benyoucef, puis sur le chantier de réhabilitation du rempart romain, l'un des principaux sites historiques de la région. Les responsables du projet lui ont présenté l'état d'avancement des travaux.

La journée s'est poursuivie à Khenis Miliana avec la baptisation de la salle de cinéma locale au nom de l'artiste disparue Biyouna (Baya Bouzar). Mme Bendouda a également inauguré la salle de spectacles Mohamed-Boudiaf, restaurée en profondeur, ainsi que la maison de la culture Émir-Abdelkader, elle aussi rénovée. Autant d'infrastructures qui, affirme-t-elle, constitueront « un soutien à la dynamique culturelle et un encouragement à la créativité artistique ».



Trait d'esprit

“Dans une civilisation mourante, le prestige politique n'appartient pas au profond diagnosticien mais à l'habile charlatan.”

Eric Ambler

Ouverture du Siphal 2026 à Alger avec plus de 160 exposants



La 20^e édition du Salon international de la pharmacie (Siphal 2026) s'est ouverte mercredi au Palais des expositions des Pins maritimes (Alger), avec la participation de plus de 160 exposants nationaux et étrangers. Placée sous le patronage du ministère de l'Industrie pharmaceutique et du ministère de la Santé, la manifestation se tient jusqu'à samedi et devrait accueillir près de 11 000 visiteurs, selon les organisateurs. S'exprimant en marge de la cérémonie d'ouverture, le directeur du Salon, Yacine Louber, a indiqué que cette édition, organisée sous le thème : «La pharmacie de demain», est axée sur les perspectives d'évolu-

tion du secteur vers des services davantage orientés vers la prévention, la digitalisation et la prise en charge personnalisée des patients. Le programme scientifique prévoit des conférences consacrées notamment aux perspectives de l'industrie pharmaceutique nationale, aux bonnes pratiques, à l'oncologie, à l'optimisation de l'utilisation des dispositifs médicaux, ainsi qu'à la digitalisation et à l'apport de l'intelligence artificielle dans le domaine pharmaceutique. Crée il y a vingt ans, le Siphal réunit annuellement des professionnels du secteur pharmaceutique autour des enjeux liés à la production, à la réglementation et aux innovations technologiques. ■

Air Algérie relance la liaison Alger-Johannesburg



Air Algérie a officiellement relancé, ce mardi, la liaison aérienne directe entre Alger et Johannesburg, en Afrique du Sud. Désormais, la compagnie proposera trois vols par semaine sur cette destination,

marquant une étape importante dans le renforcement de son réseau sur le continent africain. Cette réouverture répond à une demande croissante pour les destinations africaines à fort potentiel, tant pour les voyageurs d'affaires que pour les touristes. Air Algérie confirme ainsi sa volonté de développer ses connexions et de faciliter les échanges entre l'Algérie et l'Afrique subsaharienne. Pour plus d'informations sur les horaires, les tarifs ou les réservations, les clients sont invités à contacter le centre d'appel d'Air Algérie au 3302 (numéro court) ou à se rendre dans l'une des agences commerciales de la compagnie.

L'Espagne interdira l'accès aux réseaux sociaux aux jeunes de moins de 16 ans

L'Espagne prévoit d'interdire l'accès aux réseaux sociaux aux moins de 16 ans et exigera des plateformes qu'elles instaurent des systèmes de vérification de l'âge. Cette initiative a été annoncée mardi dernier par le Premier ministre Pedro Sanchez lors du Sommet mondial des gouvernements à Dubaï. Il a souligné que les enfants sont aujourd'hui confrontés à un environnement qu'ils ne devraient pas explorer seuls, un espace nourrissant addiction, abus, pornographie, manipulation et violence, une situation que le gouvernement ne compte plus tolérer. Pedro Sanchez a également comparé les réseaux sociaux à un «État failli», où les lois sont ignorées et les crimes banalisés, affirmant la nécessité d'agir. L'objectif est de protéger les jeunes générations de ce qu'il a décrit comme un «Far West numérique».

Badminton arabe au Caire : l'Algérie vole la vedette

La sélection algérienne de badminton a réalisé une performance éclatante au Championnat arabe 2026, disputé au Caire : elle repart avec le trophée de champion arabe et un impressionnant total de neuf médailles (3 or, 3 argent, 3 bronze). Une domination sans partage qui a marqué les esprits dans toutes les catégories. Les trois titres les plus prestigieux sont tombés dans l'escarcelle algérienne grâce aux doubles : Or en double dames : Tanina Mammeri et Sirine Ibrahim, intraitables en finale. Or en double messieurs : Koceila Mammeri et Youssef Sabri, auteurs d'un parcours parfait. Or en



double mixte : le duo familial Koceila Mammeri - Tanina Mammeri, qui confirme une nouvelle fois leur complicité et leur niveau international. Les médailles

d'argent n'ont pas manqué non plus, toutes issues de paires algériennes en finale : Yasmine Chebbah et Lynda Mezri (double dames), Adel Hamak et Abdelrahmane Belarbi (double messieurs), Abdelrahmane Belarbi et Sirine Ibrahim (double mixte). Enfin, les bronzes sont venus compléter ce beau tableau : Adel Hamak et Abdelrahmane Belarbi en simple messieurs, Abdelaziz Ouchfoun et Hala Bouksani en double mixte. Cette moisson exceptionnelle, disputée du 20 au 22 janvier au Caire, confirme la montée en puissance du badminton algérien sur la scène régionale. ■

L'EXPRESS

LA FIN BRUTALE D'UN HÉRITIER EN LIBYE Seif al-Islam Kadhafi assassiné chez lui

Dans la nuit du lundi 2 février au mardi 3 février 2026, quatre hommes masqués ont forcé l'entrée de la résidence isolée de Seif al-Islam Kadhafi à Zintan, neutralisé les caméras de surveillance et ouvert le feu.

PAR BOUALEM B.

Seif al-Islam Kadhafi, 53 ans, deuxième fils de l'ex-président libyen Mouammar Kadhafi, est mort sur le coup, abattu lors d'un affrontement direct selon les premières versions. Son entourage parle d'un «assassinat lâche et prémedité», d'un «coup porté aux chances de paix» dans un pays déjà fortement fragilisé. L'annonce a circulé comme une traînée de poudre hier matin. Abdullah Osman, porte-parole historique et membre clé de son équipe politique, a posté sur les réseaux : «Seif al-Islam est tombé en martyr.» L'avocat Khaled al-Zaydi a confirmé le décès auprès de plusieurs médias arabes, tandis que des cousins de la famille Kadhafi et des sources locales ont corroboré l'information dans la foulée. Le groupe politique du défunt a publié un communiqué indiquant que les assaillants ont tenté d'effacer les traces en sabotant le système de vidéosurveillance avant de passer à l'acte. Les circonstances restent troubles, mais les récits convergent : vers 2 h 30 du matin, un commando de quatre individus a pris le d'assaut le domicile de Seif al-Islam. Une confrontation armée a éclaté ; Seif al-Islam a été touché mortellement par balles. Les tueurs se sont enfuis sans être identifiés. Le Bureau du procureur général libyen a réagi rapidement en ordonnant l'ouverture d'une enquête. Dans la foulée, des équipes judiciaires, légistes, des experts en balistique et en empreintes se sont rendus sur place mardi même. Les premières constatations médico-légales confirment ce qui a déjà été annoncé. Les



autorités promettent de poursuivre les investigations pour identifier auteurs et commanditaires. Qui pouvait en vouloir à ce point à l'homme qui, pendant des années, a incarné l'espoir et/ou la menace d'un retour du kadhafisme ? Longtemps présenté comme l'héritier modernisateur, pro-occidental, Seif al-Islam avait viré de bord en 2011 pour soutenir la répression sanglante de son père contre la révolution. Capturé ensuite, emprisonné à Zintan par une milice locale, amnistié en 2017, il vivait recluse dans cette même ville depuis, entretenant le flou sur ses ambitions. En 2021, il avait même tenté une candidature à la présidentielle avortée, sans jamais vraiment resurgir au grand jour. Son assassinat intervient dans un contexte où la Libye reste un pays livré aux milices, à des pouvoirs parallèles et aux ingérences étrangères. ■

L'entourage du défunt appelle à une enquête indépendante, locale et internationale, impliquant l'ONU et les organisations de droits humains. Il exhorte aussi ses partisans au calme, signe que la crainte d'embrasements est réelle. Pour beaucoup d'observateurs, cette mort clôt un chapitre. Celui d'un possible retour du clan Kadhafi sur la scène politique. Mais elle ouvre aussi une nouvelle page d'incertitude dans un pays où les règlements de comptes armés restent la norme. En attendant les résultats de l'enquête (si d'aventure ils voient le jour), Zintan et Tripoli bruissent déjà de spéculations sur les commanditaires. Qui s'en est pris à Seif Al Kaddafi ? Des rivaux politiques, des milices locales, des puissances régionales ? La Libye, quinze ans après la chute de Mouammar, n'en finit pas de payer le prix du chaos. ■

Les cours du pétrole dans l'expectative



Les cours du pétrole ont marqué le pas hier, suspendus aux développements des pourparlers entre l'Iran et les États-Unis, après un nouvel épisode de tension militaire. Un drone iranien a été abattu mardi par un avion furtif américain près d'un porte-avions, rappelant la fragilité des négociations en cours. En début de séance, hier, selon le site Prix du baril, le marché pétrolier affichait une prudente stabilité, les investisseurs retenant leur souffle dans l'attente de nouvelles discussions entre Téhéran et Washington. «Donald Trump a réaffirmé que les négociations progressaient», soulignent les analystes de Mind Energy, une

déclaration qui a permis d'éviter une chute plus marquée des cours après les récentes secousses géopolitiques. Vers 12 h 30 (heure d'Alger), le baril de Brent, référence européenne, ne progressait que de 0,16 %, à 67,44 dollars pour une livraison en avril. De son côté, le WTI américain gagnait à peine 0,28 %, s'échangeant à 63,39 dollars pour mars. Les analystes rappellent que la moindre étincelle dans le golfe Persique peut enflammer les cours, d'autant que les stocks mondiaux restent tendus. «La situation est d'autant plus volatile que les fondamentaux du marché, offre et demande, sont déjà sous pression», explique un expert. ■